

Université Abderrahmane Mira - Bejaia

**Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales et des Sciences
Gestion**

Département des Sciences de Gestion

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention d'un Master en Management
Economique des Territoires et Entrepreneuriat**

Thème

**Impact de la dynamique industrielle Agro-
alimentaire sur le développement local
(Etude de cas sur la zone industrielle de
Taharacht Akbou)**

Présenté par :

Mr. IDIR Bilal

Sous la direction de :

Mme TRAKI Dalila

Année Universitaire

Septembre / 2016

REMERCIEMENTS

A ma Directrice de Mémoire Madame D. TRAKI

Merci d'avoir accepté de diriger ce travail, de m'avoir consacré du temps et de m'avoir aidé tout le long de ce mémoire.

Aux membres du jury

Vous me faites l'honneur de juger mon travail. Veuillez trouver ici l'expression de ma respectueuse considération.

A tous nos professeurs du département Gestion Economique et à l'ensemble de son personnel.

DEDICACES

A ma Mère, mon Père, mes Frères et Sœurs :

Timide témoignage de mon amour et de mon dévouement, timides sentiments, sincères reconnaissances.

A Salah, avec toute mon affection.

A mes amis, vous êtes toujours à mes côtés.

A tous mes camarades de promotion.

Liste des Abréviations

- 1- **ANDI** : Agence Nationale de Développement de l'Investissement.
- 2- **ANGEM** : Agence Nationale de Gestion du micro crédit.
- 3- **ANSEJ** : Agence Nationale d'Emploi de Jeunes.
- 4- **APAB** : Association des Producteurs Algériens de Boissons.
- 5- **CNAC** : Caisse Nationale d'Assurance Chômage.
- 6- **CNAS** : Caisse Nationale d'Assurance Sociale.
- 7- **CTIA** : Centre Technique Industrie Agro-alimentaire.
- 8- **DIVECO** : Diversification Economique.
- 9- **DPAT** : Direction de la Planification et d'Aménagement du Territoire.
- 10- **ENAJUC** : Entreprise Nationale boissons Jus-conserves.
- 11- **ENASUCRE** : Entreprise Nationale du Sucre-raffinage.
- 12- **ENCG** : Entreprise Nationale des Corps Gras.
- 13- **ERIAS** : Entreprise Régionale d'Industrie Agro-alimentaire.
- 14- **GIPLAIT** : Groupe Interprofessionnel du Lait.
- 15- **IAA** : Industrie Agro-alimentaire.
- 16- **MIPMEPI** : Ministère de l'Industrie de la PME et de la promotion des investissements.
- 17- **OCDE** : Organisation et du Développement Economique.
- 18- **PME** : Petites et Moyennes Entreprises.
- 19- **PRAR** : Politique du Renouveau Agricole et Rural.
- 20- **SARL** : Société A Responsabilité Limitée.
- 21- **SNC** : Société au Nom Collectif.
- 22- **SPA** : Société Par Action.

23- **SPL** : Système de Production Localisée.

24- **UHT** : Ultra Haute Température.

Introduction générale

Pendant plusieurs décennies, la mondialisation s'est imposée comme le moteur principal de la croissance. Dans cette économie toujours plus globalisée, la proximité continue d'importer. La réunion des acteurs économiques sur un même lieu est source d'efficacité, de créativité et d'innovation.

L'ouverture des territoires à des flux d'investissements de plus en plus mobiles, de la concurrence de nouveaux pays d'accueil, ont ainsi focalisé l'attention des opinions et des décideurs sur l'apparition d'une forme de concurrence d'un type nouveau, opposant les territoires pour l'accueil d'investissements internationaux à la recherche de la meilleure localisation possible.

La décision de localisation d'une entreprise peut être décrite comme une séquence de choix géographique dans laquelle l'entreprise choisit d'abord un pays puis une région à l'intérieur de ce pays. Une fois la localisation générale déterminée, les industries doivent s'intéresser aux spécificités caractérisant le territoire qui accueillera les activités industrielles. Le choix des territoires d'accueil des investissements des firmes multinationales guidé par les facteurs d'attractivité. Les investissements satisfaisant à ces critères sont réalisés dans les pays et les régions offrant un ensemble de conditions préalables et d'avantages spécifiques.

Le développement local part d'un principe simple. La mobilisation peut orienter la dynamique socio-économique. Il est un processus par lequel divers institutions et divers acteurs locaux se mobilisent et travaillent ensemble pour planifier et mettre en œuvre des stratégies du développement local au sein d'un territoire donné. C'est la mobilisation des acteurs locaux ou extérieurs pour la mise en valeur des potentialités d'un territoire en même temps que le résultat de cette activité. Ce qui le caractérise, c'est avant tout qu'il intéresse un espace moins grand que le territoire national. Cet espace peut englober plusieurs localités ou agglomérations.

Le développement local concerne plusieurs acteurs locaux ou extérieurs dont l'intérêt n'est pas toujours convergent, mais qui trouvent tous avantage à la réalisation du potentiel du territoire auquel ils s'identifient pour y résider et y développer leur activité. Après la crise de

Introduction générale

(1970-1980) on a vu l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce sont des périodes phares du développement local. Il est porté par plusieurs organisations hétérogènes qui se retrouvent derrière cette bannière des agriculteurs, des mouvements régionalistes et leader de la coopération. Aujourd'hui parler de la qualité, semble une évidence que ce soit dans l'industrie agro-alimentaire, l'agriculture ou le service.

La wilaya de Bejaïa, fait partie du premier lot des PME avec un secteur agro-alimentaire dynamique, pour cela notre étude se penche essentiellement sur la situation de l'agro-alimentaire dans la zone industrielle TAHARACHT et son importance sur le développement local. Nous avons choisi la zone TAHARACHT parce qu'elle possède un certain nombre de caractéristiques qui la rend intéressante à étudier, traduisant les facteurs clés de notre recherche. De ce point de vue cette zone industrielle :

- C'est un milieu où le secteur agro-alimentaire se développe très rapidement
- C'est un milieu où on trouve de la concurrence entre les différentes entreprises qui exercent la même activité.

L'objectif que nous poursuivons est d'analyser cette dynamique et son impact sur le développement local. Dans ce cadre, nous nous interrogerons sur les ressorts de cette dynamique entrepreneuriale agro-alimentaire, qui mérite toute l'attention :

Dynamique industrielle agro-alimentaire de la zone industrielle Taharacht d'Akbou joue-t-elle un rôle prépondérant sur le développement local ?

A partir de cette problématique dérive plusieurs questions

- Quelle démarche à suivre pour promouvoir un développement agro-alimentaire ambitieux, en permettant la valorisation de toutes les potentialités ?
- Quelles sont les conditions essentielles pour la réussite du développement agro-alimentaire ?
- Quel est le rapport entre l'agro-alimentaire et le développement local ?

Avant de décrire la méthodologie choisie pour élaborer ce travail, nous sommes partis à la base de trois hypothèses de travail que nous chercherons à vérifier par l'analyse d'enquête de terrain. Notre recherche est axée sur l'exemple d'une zone industrielle très importante dans la wilaya de Bejaia qui est la zone industrielle TAHARACHT, commune d'Akbou avec les hypothèses suivantes :

Introduction générale

- Les entreprises agro-alimentaires dans la zone TAHARACHT jouent un rôle d'acteur fondamental sur le développement local.
- La dynamique industrielle des entreprises agro-alimentaires conduit à un développement local dans la région.
- La concentration des entreprises agro-alimentaires dans la zone, conduit à une dynamique industrielle.

Pour réaliser ce travail, nous allons procéder en deux temps :

- Dans un premier temps, nous essayerons de cerner la problématique à travers une recherche bibliographique et des travaux empiriques concernant le développement local, la proximité géographique et la dynamique industrielle.
- Dans un deuxième temps, nous recueillerons des données d'abord auprès des organismes (DPAT, CNAS, ...) puis à travers une enquête de terrain par un questionnaire. Il sera réalisé sur un échantillon composé de 14 entreprises agroalimentaires, regroupant l'ensemble des filières alimentaires.

Afin de mener à bien notre recherche, notre travail sera organisé en trois chapitres :

- le premier chapitre est relié au concept de développement local. Il est réparti en deux sections; la première c'est le cadre conceptuel (la notion de développement, la notion local, définition du développement local et origine du concept) la deuxième c'est les théories traditionnelles du développement local.
- Le deuxième chapitre c'est l'industrie agro-alimentaire en Algérie. Il se réparti en deux sections. La première c'est un aperçu sur l'industrie agro-alimentaire en Algérie et la deuxième c'est les stratégies et limites des industries agro-alimentaires
- Le troisième et dernier chapitre sera consacré à l'étude de cas de la zone industrielle TAHARACHT.

Chapitre I : Cadre théorique sur le développement local

Introduction

Le développement local est un concept bien connu à travers le monde de la science économique et ses actions impliquent l'amélioration du niveau du cadre et milieu de vie d'une communauté donnée par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs d'activité. Il propose une approche globale intégrée, communautaire et horizontale du développement des collectivités. Ce chapitre se base sur les fondements du développement local qui est composé de deux sections : le développement local cadre-conceptuel et les théories traditionnelles du développement local.

Section 01 : Développement local cadre conceptuel

Dans cette section, on présentera la définition et la notion du développement local ainsi que l'origine du concept.

1- Développement local cadre-conceptuel

1-1 La notion du développement

Avant de traiter l'historique du développement local, il est important de bien comprendre sa définition, ses objectifs et ses prés-requis afin de mieux maîtriser le concept et de pouvoir ainsi aboutir à un développement adéquat.

Le terme «développement» peut désigner, dans une optique fermée, la maturité d'une entité, c'est-à-dire son état comparé à un état de référence et dans une optique ouverte, son évolution par ajout croissant de nouveaux caractères¹.

Le développement, est considéré comme une amélioration des conditions de vie. Il représente donc un accroissement du bien-être et un changement dans la structure économique et sociale. De ce fait, il implique l'existence d'une croissance soutenue sur le long terme. Le développement, phénomène multiforme et multidimensionnel, est souvent défini comme un

¹Mahrez Abdelilah : « théorie économique : théories du développement », 2004.

processus de transformation qui accompagne la croissance économique dans une évolution à long terme².

Pour la France, le développement économique peut être défini comme étant l'ensemble des mutations économiques et sociales, propres à une économie en expansion. C'est un changement social qui peut par exemple modifier le niveau et le mode de vie des individus. Le développement ne peut donc se faire sans croissance³.

Au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, le développement est souvent interprété comme étant un processus de transformation qui accompagne la croissance dans une évolution à long terme. Ce processus est étroitement lié au concept de progrès.

1-2- Définition de la notion « local »

Le concept du « local » s'est imposé dans notre lexique sans le moindre examen, constate Alain Bourdin⁴. Toutefois, on assiste à une problématisation croissante de ce concept. D'une simple dimension géographique, le débat sur le local renvoie souvent aux questions de l'identité, du lien social et de l'articulation entre les différents échelons de l'organisation sociale.

Nous retenons la définition proposée par l'OCDE : le niveau local est l'environnement immédiat dans lequel la plupart des entreprises et en particulier les petites se créent et se développent, trouvent des services à des réseaux d'échange d'information et de relations techniques ou commerciales... Le niveau local, c'est –à-dire une communauté d'acteurs publics et privés offre un potentiel de ressources humaines, financières et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement⁵.

1-3- Définition de la notion « territoire »

²SMATI Abdelbaki, Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement, Recherches économiques et managériale – N° 5, Juin 2008 .

³ Idem

⁴BOURDIN A, 2000, La question locale, Coll. La politique éclatée, PUF, Paris, pp. 76-80.

⁵ Cité dans : Prévost Paul – Le développement local : contextes et définitions- in cahiers de recherches IREC 01-03, institut de recherches et d'enseignement pour les coopératives, de l'université de Sherbrooke, pp 17 et 18 ,1990.

Les études se sont multipliées sous différentes formes autour de l'économie territoriale. La prise en compte de l'espace physique dans l'analyse économique de l'évolution de la firme, tels que Becattini (1979 et 1987) et Garofoli (1981 et 1991) sur les districts italiens, Porter (1995) sur les clusters. Parallèlement, quelques chercheurs tels que B. Pecqueur, Y. Lung, J.B Zemmerman orientent leurs études sur le rôle de la proximité géographique. Nous pouvons déduire que la définition précise de la notion territoire correspond à la conjonction d'une proximité physique et d'une proximité organisée⁶.

Le territoire est à la fois un espace - lieu (géographique) doté de ressources (matières premières, actifs productifs, main d'œuvre qualifiées et compétentes) d'un espace vécu et d'une histoire dans le temps. Le territoire est un lieu où se construit la ressource matérielle (richesse réelle, matière première, et infrastructure) et spécifique qui est difficilement transférable et imitable, ce qui donne une spécificité à un territoire et constitue un atout tels que les compétences, le savoir-faire et les qualifications⁷. Le territoire n'est pas un lieu où se passent seulement des transactions marchandes. C'est un lieu dans lequel il y a aussi des échanges, des confrontations, des négociations, des collaborations, des synergies, des externalités, et des projets collectifs partagés, bref des transactions hors marché (Camagni, 1991)⁸.

2- Définition du développement local

Vers les années 70, et début 1980, une nouvelle logique de développement est mise en place, celle du développement par le bas, inspiré des travaux de Stöhr W (1981 et 1984). Ce modèle a permis la redécouverte de la dimension locale et l'intérêt de la PME qui apparut comme un stimulant de développement local.

Le concept de développement local a pris la forme de la théorie endogène développée par Friedman J et Stöhr W. Mais en réalité, le développement local est propagé avec la décentralisation des années 80.

Plusieurs définitions du développement local liées à la perception des aspects principaux que recouvre le concept. Certaines définitions mettant plutôt l'accent sur des

⁶PECQUEUR Bernard et ZIMERMANN Jean-Benoît, Economie de proximités, Hermes science, Paris, 2004.

⁷SAMSON Ivan, Territoire et système économique, Communication aux 4^{èmes} journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.

⁸AIT ZIANE Kamel et AIT ZIANE Houria, Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie, In colloque International sur « Création d'entreprises et territoires », Tamanrasset, 2006.

aspects techniques alors que d'autres insistent sur la volonté des acteurs et donc sur des aspects politiques.

2-1 La perception « technique »

Dans cette définition, le développement local est un processus qui vise à améliorer la situation d'un territoire du point de vue économique, social, environnemental et culturel, à partir des analyses des intérêts, des besoins et des initiatives de différents acteurs locaux (publique/privé) et par la mise en place concertée entre ces différents acteurs d'action cohérente⁹. La mise en place de ces actions se fait grâce à des ressources internes et externes au territoire et en relation continue avec d'autres territoires de même niveau et de niveaux plus vastes.

2-2 La perception « politique »

Le développement local est la volonté politique de certains acteurs, de changer la situation du territoire sur lequel ils vivent et ce en entamant un processus et des actions en vue de construire, par leurs efforts conjoints avec le reste de la population, un projet d'avenir de territoire intégrant les différentes composantes économiques, sociales, culturelles en articulation avec l'autre niveau de décision et d'action¹⁰.

A partir de ces différentes définitions, on distingue quatre notions principales qui sont résumées dans le schéma ci-dessous :

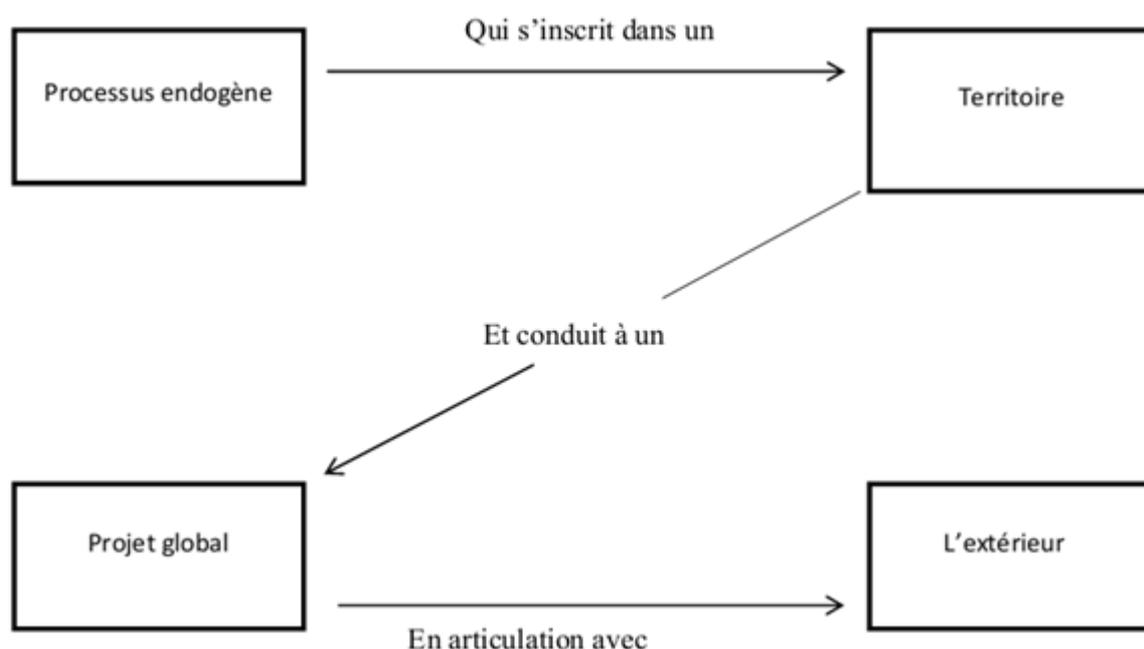
- Le territoire est un espace géographique cohérent auquel les acteurs s'identifient parce qu'ils y vivent. Ce territoire n'est pas obligatoirement circonscription administrative ;
- Un processus qui naît de l'intérieur du territoire : Le développement local naît de l'intérieur du territoire (endogène) il est initié et porté par les acteurs locaux.
- Un projet global : Au centre du développement local se situe le projet d'avenir du territoire voulu par les acteurs locaux. Il prend en compte l'ensemble des préoccupations des différents types d'acteurs.
- L'ouverture vers l'extérieur : Il prend en considération et s'articule avec les autres niveaux de décision et s'inscrit dans des réseaux.

⁹Le développement local en Afrique, définition, origine, expériences « renforcement des capacités des acteurs du développement local et la décentralisation/ définitions et principes ».P.49.51

Site internet .<http://www.iram-fr.org>

¹⁰ Idem

Figure N°01 : Le développement local selon la perception de PECQUEUR



Source : PECQUEUR B. (1989), « le développement local mode ou model », Ed Syros, Paris. P16.

Selon ce schéma, PECQUEUR définit la notion de développement comme suit : « Ni mode ni model. Le développement local est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent »¹¹.

Dans cette définition, l'auteur montre l'importance et l'efficacité des relations non marchandes entre les différents hommes, pour la valorisation des richesses dont ils disposent. Pour lui, le développement local est un sans model ni mode.

Cependant, en 1982 le DATAR a défini le développement local comme suit : « la mise en œuvre le plus souvent, mais pas exclusivement, dans un cadre de coopération communale, d'un projet global associant des aspects économiques, sociaux, culturels de développement, généralement initié par des élus locaux, un processus de développement local s'élabore à partir d'une concertation large de l'ensemble des citoyens et des partenaires »¹². Selon lui, les

¹¹PECQUEUR B. (1989), « le développement local mode ou model », Ed Syros, Paris. P16

¹² Définition donnée par le DATAR Cite par J.L GUIGOU dans sa communication lors d'un colloque de Poitiers en 1982.P3.

élus ont une grande importance dans la réalisation et la mise en œuvre des projets communs entre ces acteurs. Le développement local peut aussi être défini comme suit : « un ensemble d'initiatives économiquement viables qui peuvent être génératrices de richesses et de progrès, visant essentiellement une maîtrise de développement par les acteurs locaux »¹³.

Aussi peut être également « un processus d'autonomisation de mécanismes de transformation de système socio-économique local, à travers quatre vecteurs essentiels : l'utilisation des ressources locales (dont les produits terroirs), le développement conforme aux ressources locales, la capacité d'assurer l'accumulation de ces ressources, la capacité d'innovation et la création d'inter dépendances locales inter et intra-sectorielles »¹⁴. Dans cette définition, le développement local se base sur quatre vecteurs essentiels qui

Sont :

- l'utilisation des ressources locales ;
- développement conforme de ces ressources ;
- la capacité d'assurer l'accumulation de ces ressources ;
- la capacité d'innovation et la création d'interdépendances locales.

Selon Worms « le développement local est une réponse à une situation de crise. Cette dernière est caractérisée par les problèmes d'emploi et d'identité. Le développement local, avant d'être une démarche prise en charge par les institutions où les mouvements constituent une sorte de réaction spontanée d'un tissu social. Il est à la fois un mouvement de retour à un territoire et d'ouverture sur le monde de l'avenir»¹⁵.

3- L'origine du concept

La notion de développement local apparaît en France au moment où, dans les années 1970, certains acteurs prennent conscience que leur territoire n'a pas bénéficié des grands courants de développement économique de l'après-guerre. Pour eux, il s'agit alors de s'extraire des lois macro-économiques et d'orienter leur destin selon des décisions prises localement, dans le but de mobiliser les potentialités et les ressources de groupes sociaux et de communautés locales, afin d'en tirer un bénéfice social et économique, en premier lieu pour les groupes en question.

Dans ce sens, le développement local correspond à une critique du fonctionnement en faisant le constat que toutes les collectivités humaines, tous les territoires, ne pourront pas

¹³ SAHLI Zoubir « produit de terroir et développement local on Algérie, cas des zones rurales de montages et de Piémonts .Université de Blida, Algérie. Options méditerranéennes, A n°89.2009.P320

¹⁴ SAHLI Zoubir, *ibid.*

¹⁵ JP WORMS « la démocratisation de la territorialisation de la fonction entrepreneuriales », in revue Correspondance multiple, N°276. Mars 1987.

remplir les conditions d'une intégration à un fonctionnement économique national et, à plus forte raison, mondial.

C'est ainsi que l'approche en terme de développement local conduit à considérer que le développement ne découle pas seulement de la valeur économique des activités et qu'il ne relève pas seulement des systèmes organisés de production et des institutions centralisées mais est aussi lié à des petites initiatives localisées.

Pour certains, cette approche s'inscrit dans une perspective humaniste qui considère que l'homme doit être replacé au centre de fonctionnement économique, pourtant, les tenants de cette approche considèrent que le développement ne correspond pas seulement à la progression exponentielle des biens et services produits mais doit aussi permettre la prise en compte des besoins immatériels, sociaux, culturels et psychologiques des personnes considérées à l'échelle de leur lieu de vie .

Section 2 : Les théories traditionnelles du développement local

Dans cette section, nous allons aborder les théories du développement local et ses approches ainsi que les acteurs de développement local et collectivités locales.

1- Les théories du développement local

Plusieurs théories ont été élaborées dans le cadre du développement régional. Dans le rédige qui suit nous allons présenter celles que nous jugeons importantes qui ont en commun une approche territoriale du développement.

1-1- Théorie du décollage ou des étapes de la croissance

Cette théorie fait référence à la théorie élaborée par Walt Rostow en 1961, qui renvoi aux étapes de la croissance économique pour marquer l'évolution des sociétés ou des espaces non développés vers le développement économique. Ces étapes sont au nombre de cinq : Tradition, transition, décollage, maturité et consommation intensive¹⁶. Selon Rostow, ces étapes peuvent s'appliquer à toutes les sociétés et dans tous les pays non développés. Pour ce dernier, toutes les sociétés du monde peuvent et doivent passer par les mêmes étapes pour accéder au développement, en l'occurrence le développement orienté vers la croissance et la production économique. Cependant, le problème soulevé par le développement se situe au niveau de la troisième étape. Le décollage se produit grâce à une forte augmentation du taux d'investissement, déclenchant une dynamique autoentretenu de la croissance.

¹⁶Rist. Gilbert « le développement : histoire d'une croyance occidentale » édition : presses de la fondation nationale des sciences politiques. Paris. 1996. P 155.

1-2- Théorie de la dépendance

Dans ce cadre théorique, l'économie mondiale est constituée de deux pôles ; le centre capitaliste représentant les nations occidentales industrialisées et périphérie, constituée des pays du Tiers monde. La dépendance de ces derniers, telle que décrite par les partisans de cette théorie (Amin, Prebisch, Singer, Frank) vient de la dégradation des termes de l'échange, des multinationales, des transferts de technologie, de l'aide et de l'alliance objective des classes dominantes des pays dépendants avec les intérêts des capitalistes. Seule une modification des relations économiques avec les pays industrialisés peut permettre un développement des pays du tiers monde.

1-3- Théorie de la gouvernance

Cette théorie combine les approches de la science politique et de l'économie institutionnelle. Elle vise à démontrer que les états qui sont les plus aptes à favoriser le développement sont ceux qui exercent les fonctions régaliennes universelles et les seules politiques publiques que d'autres acteurs que l'état ne serait pas en mesure d'élaborer à sa place avec la même efficacité. Ce sont également des états suffisamment désengagés de la société civile et du marché pour laisser les mécanismes d'autorégulation de ceux-ci produire tous leurs effets.

1-4- Théorie des pôles de croissance

Cette théorie a été développée par François Perroux, dans les années 50. Elle postule que la croissance n'apparaît pas uniformément dans l'espace, mais qu'elle se concentre plutôt en pôles ou en zones de croissance dont les effets diffusent sur l'économie immédiate.

Selon Philippe Aydalot, la théorie des pôles de croissance est à la fois une théorie du développement économique et une théorie de la diffusion spatiale de la croissance et du développement. L'avènement de la théorie des pôles a marqué un changement important dans l'approche classique du développement économique, car selon cette conception, « la vie économique » ne résulte pas de l'action d'agents isolés en situation de concurrence, mais de l'action spécifique d'unités économiques (entreprises) qui, par leur position et leur dimension peuvent jouer un rôle dominant.¹⁷

1-5- Esprit d'entreprise et développement économique

¹⁷Philippe AYDALOT : « économie régionale et urbaine » : édition : economica : paris .1985 P. 127.

Cette théorie, de Bauer, Yamey et Friedman, cherche à rendre compte en quoi les barrières socioculturelles et psychologiques aux attitudes entrepreneuriales pourraient expliquer l'incapacité de la société sous-développée à générer et à mettre en œuvre l'innovation technologique et organisationnelle.

1-6- Modèle de développement de Lewis

Selon Lewis¹⁸, les pays de la périphérie sont constitués d'une « économie duale » composée d'un secteur capitaliste et d'un secteur traditionnel. Le premier comprend des activités manufacturières minières et d'agriculture commerciale. Il est orienté vers le profit, lequel est consacré au financement de l'investissement. Le second secteur, qui inclut l'agriculture traditionnelle et les activités informelles urbaines, est orienté vers la subsistance. Le secteur capitaliste se développe en attirant les travailleurs du secteur des activités de subsistance. Lors de la phase initiale de développement l'offre de travail dans le secteur capitaliste excède la demande de travail, le salaire peut donc rester faible et stable durant une période assez longue au cours de laquelle s'effectue ce transfert de travailleurs. Il en résulte des profits élevés et donc, une épargne et une accumulation du capital dont dépend le développement économique. Cette phase s'achève quand le surplus de travail a été absorbé et que les salaires augmentent.

1-7- Théorie de la croissance équilibrée

Rosentain-Rodan et Nurkse montrent dans leur théorie de la croissance équilibrée que, toute croissance repose sur un effort minimum d'investissement de départ, à condition de respecter en permanence l'interdépendance entre l'offre et la demande, aussi bien au niveau global qu'au niveau de chaque secteur ce qui à terme permet un équilibre de croissance autoentretenue.

1-8- Théorie de la recherche de la rente

Selon Krueger¹⁹, les systèmes administratifs de nombreux pays en développement se caractérisent par diverses formes de clientélisme de népotisme ou de corruption. L'intervention de l'état offre, de part les emplois et les législations, des possibilités de rente. Les individus et les groupes de pression seront incités à investir des ressources pour rechercher des rentes et obtenir des privilèges au lieu de chercher à accroître la

¹⁸www.ladocfrancaise.gouv.fr

¹⁹IDEM.

production. Les responsables politiques offriront des rentes en échange de rémunérations monétaires et/ou de soutien politique. Cette recherche de rente entraîne un gaspillage des ressources. Elle est aussi, un facteur de violence politique dans le but de s'approprier ces rentes.

1-9- Théorie des industries industrialisantes

Perroux et De Bernis²⁰ disent dans cette théorie que les industries industrialisantes sont celles qui dans leur environnement local modifient structurellement la matrice interindustrielle, transforment les fonctions de production et augmentent la productivité de l'ensemble de l'économie. La priorité donnée à ces industries repose sur une forte intervention de l'Etat via la planification et la nationalisation des entreprises.

2- Les approches du développement local

Le concept de développement local, utilisé ces dernières années en sciences régionales, se décline principalement en développement territorial, en développement entrepreneurial et plus récemment en développement des communautés et il est devenu d'utilisation quotidienne. Dans ce qui suit, nous essayerons de superposer le développement local dans chacune de ces approches.

2-1- Le développement local dans son approche territoriale

Cette approche est basée sur le processus de structuration des territoires en termes de développement local, qui s'explique essentiellement par la proximité géographique, défini comme suit : « *un ensemble de relation intervenant dans une zone géographique qui regroupe dans un tout cohérent un système de production, une culture technique et des acteurs* »²¹. Si nous prenons l'exemple Canadien, la crise économique des années 1980 a engendré une nouvelle organisation spatiale du développement. Les villes industrielles performantes du modèle d'avant-crise n'obtiendront pas nécessairement la cote de performance qu'elles avaient jusqu'alors.

La mondialisation de l'économie déplace les critères de performance et les lieux de production²². Les caractéristiques de travail de certaines périphéries dévitalisées deviennent intéressantes, on assiste à un des lieux où se déploie l'activité économique.

²⁰Idem.

²¹MAILLAT (D) et PERRIN (J.C) : Entreprises innovatrices et développement territoriale. Neuchâtel, EDES, 1992.

²²AYDALOT (Philippe) : Crise et espace. *Economica*, Paris 1984, p 381.

L'espace un est plus connu seulement comme une distance entre les lieux, une contrainte et une source de coûts pour les agents économiques, mais il est avant tout un territoire de vie d'un groupe doté d'une sorte de droit au développement local économique. Le développement local territorial se rapporte davantage aux capacités et aux moyens des collectivités locales de créer des conditions favorables au développement et de les animer pour susciter ce développement.

Dans cette théorie, le territoire habité devient l'objet du développement. C'est dans un espace d'identité, dans les réseaux locaux de société, dans une économie enracinée que pourra se construire une économie de territoire qui respecte le projet de société locale²³. On a souvent affaire à des collectivités qui cherchent des solutions pour se sortir du sous-développement dans lequel elles s'enlisent. Bien que riches de ressources naturelles importantes, les modèles économiques traditionnels ont vidé les actifs locaux pour laisser des bilans assez négatifs. Elles doivent aujourd'hui animer leurs forces restantes et leurs savoirs acquis pour stimuler la prise en charge. Ces communautés exigent des garanties sur les acquis (infrastructures et services) pas nécessairement prédictifs (au sens économique de court terme) afin de conserver le droit d'existence comme territoire de cette base, la volonté de se développer.

Ainsi donc, l'approche territoriale du développement local intègre et agit sur l'ensemble des fonctions du territoire : sociale, culturelle, économique et politique. Une telle construction ou réactivation de territoire sera le fruit du partage de responsabilités entre les divers niveaux de gouvernement et des divers acteurs autant nationaux, régionaux que territoriaux. Ce partage de responsabilité du développement de territoire ne pourra se faire sans une forme de partenariat négociée.

2-2 Le développement local dans son approche entrepreneuriale

Le développement local entrepreneurial a eu sa naissance suite à une analyse économique globale qui s'est faite durant les années 90 et qui a identifié la PME comme plus créatrice d'emplois et d'économie locale.

La ressource humaine est au cœur de la voie du développement²⁴. Cette ressource peut se former en entreprise, mais elle se forme surtout dans la culture locale, dans la tradition familiale et dans un tissu de formation professionnelle, bref dans un système localisé où

²³DIONNE (Hugues) : « Développement autonome du territoire local et planification décentralisée ». Cité par GADOURY (Gaston) Mémoire réalisé dans le cadre du Programme de maîtrise en développement régionale de L'Université du Québec. Québec juin 2010. P39.

²⁴GADOURY(Gaston) Mémoire réalisé dans le cadre du Programme de maîtrise en développement régionale de l'Université de Québec. Québec juin 2010. P 30 et 41.

circulent et s'enrichissent les savoir-faire. Il existe quatre actions qui favoriseront l'adoption d'une vision entrepreneuriale du développement économique local²⁵.

- La promotion d'un développement fortement endogène.
- L'adoption d'une démarche entrepreneuriale de la part des principaux intéressés.
- La valorisation de l'entrepreneuriat comme source de création d'emploi.
- L'adoption résolue du partenariat pour mobiliser les énergies et les ressources locales.

Le territoire habité, devient donc le porteur actif du développement, il renferme ingrédients familiaux, culturels, organisationnels et institutionnels pour définir et supporter l'émergence ingrédients et la croissance de projet et d'entreprise créant de l'emploi et de l'économie.

3- Les acteurs de développement local

La démarche du développement local se base sur une volonté commune d'intervenir et sur une capacité collective de lancer et de soutenir un processus de développement d'un territoire donné. Le développement local, s'articule autour des initiatives locales, pour un projet commun, avec les reconnaissances et l'appui des représentants de divers acteurs, en collaboration avec des institutions d'accompagnement publiques et privées. Cette approche combinée et transversale en échelons, en acteurs, en partenaires et en moyens permet la mise en place d'une politique territoriale concertée et coordonnée, capable de parvenir à animer une dynamique de changement.

La réussite d'un tel développement local, nécessite la collaboration le long de toute l'opération des intervenants, au niveau local et la mobilisation de toutes énergies. Ceci est généré par les acteurs du territoire qui se différencient sur les plans économique et social y compris la logique adoptée. Sur ce point, Lorthiois (1996)²⁶, considère trois types d'acteurs sur le territoire :

3-1- Les acteurs institutionnels

Regroupent tous les acteurs ayant un pouvoir légitime et élu démocratique. Autrement dit, l'ensemble des acteurs relevant des collectivités, qu'elle soit centrale, déconcentrées ou

²⁵PREVOST(Paul) : Développement économique local et stratégie entrepreneuriale ; L'Entrepreneur ship et le développement local. 11e Colloque, Saint-Hyacinthe, 1994.P13.

²⁶ LORTHIOIS J. (1996), op site, dans BELATAF.M et IDIR .A. (2006), « le développement local : quelque s'éléments théorique et pratique » communication au colloque international : « Articulation Espace-local-Espace mondial », Bejaia 21 et 22 juin, Université de Bejaia, Laboratoire Recherche et développement, P.12.

décentralisées. Ils regroupent l'Etat et ses structures déconcentrées, les collectivités locales et leurs services techniques, les organismes publics et semi publics, jouant le rôle de maître d'ouvrage, de partenaire ou d'intervenant dans le développement local.

3-2- La communauté

Elle regroupe l'ensemble des individus vivants et agissants sur un territoire donné, et partagent des valeurs, des normes, des responsabilités, des handicaps, des chances, des relations avec l'environnement, les mêmes problèmes et les contraintes extérieures. Elle constitue en fait, les dynamiques et les fondements même du développement local. D'une manière générale, la communauté est peu structurée et organisée de façon formelle par rapport aux acteurs institutionnels, elle agit à travers les organisations non gouvernementales (ONG) et les associations pour défendre au mieux les intérêts des citoyens. En outre, la communauté est « un regroupement organisé sur un territoire naturellement et historiquement constitué »²⁷.

3-3- Les acteurs économiques

Ils correspondent à l'ensemble des entrepreneurs et opérateurs qui, à travers les petites et moyennes entreprises (PME) participent à la vie économique locale ou bien influent sur celle-ci, en produisant, investissant, rendant des services, consommant, offrant des emplois. Les banques et les bailleurs de fonds sont inclus à cause de leur rôle dynamique dans le financement des investissements.

4- Les collectivités locales et ses ressources

4-1- Définition des collectivités locales

Les collectivités locales sont des structures administratives mises en place par l'Etat qui se doivent de prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis. Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, étant donné que l'expression « collectivité locale » couramment usitée ne figure plus dans la Constitution, les collectivités sont donc désormais des « collectivités territoriales ».

Selon le dictionnaire la toupie les collectivités locales sont définies comme suit : Une collectivité territoriale (ou collectivité locale) est circonscription administrative, dotée d'une

²⁷ PREVOST Paul, « le développement local : contexte et définition », Cahiers de recherche IREC01-03, Institut de recherche et d'Enseignement pour les Coopératives de l'Université de Sherbrooke IRECUS. P.18

personnalité morale. C'est une partie du territoire d'un état qui dispose d'une certaine autonomie de gestion, même partielle²⁸.

En Algérie les différentes formes de collectivités territoriales sont :

- Les communes.
- Les wilayas.

4-2- Collectivités locales et financement du développement local

Le développement local, doit s'appuyer sur les ressources locales, qui ne peuvent être que diversifiées, permanentes et mobilisables ; en raison du fait que ces petits projets ont, en général, des besoins de financement exprimés à chaque phase du projet : conception, pré démarrage, démarrage, exploitation et extension...et par conséquent, nécessitent une gamme de produits financiers et des modalités de financement appropriées et adaptées à leurs caractéristiques de secteur d'appartenance, de technologies utilisées, de structure de capital.....etc..²⁹.

Les ressources des collectivités locales, notamment les communes sont d'origines très diverses ; elles proviennent des recettes fiscales locales, des ressources domaniales et patrimoniales, des attributions du fond commun des collectivités locales, de l'aide de l'Etat et enfin des emprunts. Néanmoins, le recours à l'emprunt est très exceptionnel en Algérie.³⁰

Le budget de la commune, qui est un véritable plan d'action ne prévoit pas et ne contient pas d'une manière explicite un chapitre de dépenses affectées directement aux opérations du développement local sous formes d'aides directes ou indirectes, ou même des prêts financiers. Le financement du développement local dépend alors, de la capacité de ces collectivités à mobiliser des fonds qui seront affectés aux investissements locaux. Ainsi, elles seront amenées à se soucier de plus en plus des politiques de communication avec les autres acteurs du développement et de logique de financement que de stratégie de développement. Leur rôle devient ainsi plus pragmatique et plus orienté vers la création des conditions d'un développement local. Dans cette optique, le financement du développement local est assuré soit par les ressources privées des concernés soit par l'aide des collectivités locales qui sont appelées à l'avenir à remplir une fonction économique plus nuancée.

²⁸www.toupie.org/dictionnaire/collectivitélocal.

²⁹ André Joyal, PME et développement territorial, année

³⁰ Pour une présentation détaillée des recettes et dépenses communales voir, C. Rahmani, les finances des communes algériennes, Casbah 2002.

Dans le premier cas, il s'agit de l'épargne mobilisable localement pour initier de tels projets. Généralement, les intéressés contribuent au financement de leurs projets et s'appuient de plus en plus sur la solidarité familiale ou les liens personnels pour se procurer des fonds financiers surtout quand il s'agit de micro-entreprise type, familiale ou individuelle. Même si les statistiques et les informations manquent sur ce plan, il n'est pas faux d'affirmer qu'elles sont relativement importantes au regard du nombre de microprojets qui se réalisent par tout dans les différentes régions du pays et de surcroît, d'affirmer que ces projets sont ceux qui aboutissent le mieux car ils s'appuient sur les forces et les atouts du milieu (ressources naturelles, situation géographique, compétences et savoir-faire local...)

Cette mobilisation de l'épargne n'est en fait que la matérialisation de l'engagement des personnes et leur prise de conscience de la nécessité de « bouger » pour faire changer les choses. Si le financement privé pose le problème de la mobilisation de l'épargne privée, son importance et son drainage vers les investissements, celui de la participation des collectivités locales soulève d'autres problèmes de nature différente à savoir :

- la fiscalité locale comme ressource financière principale dans toute sa complexité,
- la contribution de l'Etat dans toute sa logique et ses procédures,
- la disponibilité de textes législatifs et réglementaires permettant, organisant et responsabilisant l'action des collectivités locales dans le processus de développement³¹.

Conclusion

Le développement local est pluridisciplinaire. Il nécessite pour sa réalisation un ensemble de moyens, de conditions et de relations. Il nécessite une stratégie bien définie. Son résultat à un impact direct sur la qualité de vie des citoyens du territoire administré et sa réussite repose sur l'intervention efficace et maximale de tous les acteurs locaux d'un territoire donné.

³¹Abdelbaki Smati centre universitaire souk ahras document N°5 date juin 2008 titre nature du développement local et le rôle des collectivités locale dans son financement page 89 et 90 .

Chapitre II : Effet de la proximité géographique sur la dynamique industrielle : Le cas de l'industrie agro-alimentaire en Algérie

Introduction

La dynamique industrielle, aussi appelée organisation industrielle est la branche de la microéconomie consacrée aux comportements stratégiques des acteurs économiques liés à différentes structures du marché.

Gaffard (1990) considère la dynamique industrielle comme étant l'objet de l'économie industrielle et de l'innovation. Il définit la dynamique industrielle comme étant la dynamique des systèmes de production et de préférences.

Les données statistiques, font ressortir l'existence d'un grand écart entre le volume de la production agricole nationale et les performances de l'industrie de transformation, qui restent très faibles par rapport aux potentialités réelles exploitées, notamment en ce qui concerne le public, faisant exprimer une forte demande d'équipement est de savoir-faire dans le créneau de la transformation et de la conservation, concernant les filières à valeur ajoutée pour l'économie nationale, nécessitant une politique économique innovatrice et adéquate¹.

Le secteur agroalimentaire est celui autour duquel se cristallisent les enjeux de la sécurité alimentaire de la population.

L'agro-alimentaire algérien a traversé plusieurs phases depuis l'indépendance. Malgré le bilan positif que l'on peut établir, notamment celui réalisé lors de la dernière décennie, le développement de l'agro-alimentaire algérien continue à faire face à plusieurs défis posés aussi bien par son propre contexte intérieur que par les mutations qui s'opèrent à l'international.

Ce chapitre est subdivisé en deux sections : la première, sera consacrée à la présentation du rôle de la proximité géographique dans la dynamique industrielle et la deuxième portera sur un aperçu de l'industrie agroalimentaire en Algérie : limites et stratégies

¹www.Ccidohra.com

Section 1 : Rôle de la proximité géographique sur la dynamique industrielle et les externalités

Pendant plusieurs décennies, la mondialisation s'est imposée comme le moteur principal de la croissance. Dans cette économie toujours plus globalisée, la proximité continue d'importer. La réunion des acteurs économiques sur un même lieu est source d'efficacité, de créativité et d'innovation. Une littérature abondante souligne la montée en puissance des stratégies de réseaux de coopération entre les acteurs, tentant en commun d'amortir les investissements. L'acteur se définit comme étant celui qui a la capacité et la volonté de prendre des initiatives pour faire évoluer l'organisme auquel il appartient et agir pour s'adapter aux évolutions de l'environnement dans lequel il se développe².

1- Cadre d'analyse de l'approche de la proximité

Au cours des trois dernières décennies, plusieurs tentatives ont été faites à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique pour prendre en compte le rôle de l'espace dans les dynamiques économiques. On retiendra plus particulièrement deux grandes catégories d'approches. La première est celle dite des « milieux innovateurs » (GREMI, 1986 et 1989), laquelle met l'accent sur l'importance des interactions locales dans le processus d'innovation : rôle du face à face dans certaines phases de l'innovation. La seconde catégorie quant à elle est construite sur la prise en compte des effets externes : districts industriels, dans la lignée des économistes de la « troisième Italie » (Beccatini, 1987 ; Brusco, 1982), déploiement économique international revisité par les approches de la « nouvelle économie géographique » (Krugman, 1991 ; Krugman et Venables 1995).

L'analyse de la proximité selon les courants de l'économie spatiale, consiste à se positionner selon les différents courants de l'économie spatiale. Cette approche consiste à introduire l'espace dans l'analyse économique après qu'il était marginalisé par cette dernière. Pour les néoclassiques, l'espace représente seulement une distance entre un point et l'autre et il engendre des coûts de transport. Cette approche repose sur l'analyse de la confrontation entre les forces centrifuges et centripètes, sur la construction de l'espace régional. Les forces centrifuges favorisent la dispersion des activités. Par contre, les forces centripètes favorisent

²Alain Rallet et André Torre, Proximité et localisation, 2004.

l'agglomération et la concentration des activités pour bénéficier d'économies externes et d'externalités positives. Pour Krugman, les externalités pécuniaires jouent un rôle de forces centripètes, lorsque les coûts de transport sont faibles et de stimulation de la concentration des industries dans une région donnée. Selon cette analyse, la proximité géographique est en faveur des avantages des forces centripètes.

2- Présentation du concept de proximité

Marshall (1920) a très tôt souligné l'importance de certaines économies externes engendrant des effets d'agglomération des industries. Les économies d'agglomération (Weber, 1929) naissent du partage des infrastructures entre les firmes (transport, communication, etc.) et de la création de synergies positives par la coopération entre entreprises.

Le terme de proximité est à la mode (Gilly et Torre, 2000, p. 9). J. P. Gilly et A. Torre considèrent que la proximité renvoie à l'hypothèse de base d'une séparation, économique ou géographique, entre agents (individuels ou collectifs) et donc à leur éloignement plus ou moins fort. Il s'inscrit dans une conception de la réalité économique et socioculturelle essentiellement relationnelle. Ainsi, le lien social rapproche (et/ou éloigne) les agents détenteurs de ressources différentes dans la résolution d'un problème économique. Le concept de proximité se décline selon deux composantes majeures :

- La proximité organisationnelle repose sur deux types de logiques. D'une part, la logique d'appartenance suppose que sont proches, en termes organisationnels, les acteurs qui appartiennent au même espace de rapports (firme, réseau...), c'est-à-dire entre lesquels se nouent des interactions de différentes natures. Ainsi, c'est de l'effectivité des coordinations que dépend l'appartenance à un même ensemble. D'autre part, selon la logique de similitude, sont proches, en termes organisationnels, les acteurs qui se ressemblent, c'est-à-dire qui possèdent le même espace de référence et partagent les mêmes savoirs. De ce fait, la proximité est liée à une relation de ressemblance des représentations et des modes de fonctionnement.

- La proximité géographique traite de la séparation dans l'espace et des liens en termes de distance et fait référence à la localisation des entreprises (Gilly et Torre, 2000, pp. 11-13).

Huriot Jean Marie³ propose une autre définition de la proximité. Il considère la proximité comme :

-La proximité est une qualité attribuée à une relation. La qualité de la relation, varie selon milieu (rural/urbain).

- La proximité est une distance d'interaction entre agents : la proximité est une distance dans laquelle peuvent interagir deux ou plusieurs agents. La distance est prise dans une acception large, d'où on peut distinguer ainsi la distance géométrique, institutionnelle et subjective⁴

- La proximité dans la perspective d'un calcul coûts /avantages : l'effort de s'approprier se traduit en terme économique, par des coûts. Une certaine proximité permet l'appropriation de connaissances et d'informations.⁵

3- Typologie de la proximité

Pour B. Pecqueur et J.B. Zimmermann⁶ la notion de proximité, peut par conséquent se décliner sur un mode spatial aussi bien que non spatial, correspond à une capacité d'agents qui la partagent à se coordonner. Elle comporte deux dimensions essentielles, l'une géographique et l'autre organisée⁷. Tandis que la proximité géographique est liée à l'espace, la proximité organisée recèle deux types : une proximité organisationnelle et une proximité institutionnelle⁸. Elle constitue la réalisation de conditions nécessaires à la coordination des agents⁹. À partir de cette définition, on constate trois formes de proximités¹⁰ :

³Huriot Jean Marie, La ville ou la proximité organisée, Edition Anthropos, Paris, 2001.

⁴ Bailly A, Debarbieux B- Géographie et représentation spatiale- Edition Masson, Paris 1995, p160.

⁵Huriot Jean Marie, La ville ou la proximité organisée, Edition Anthropos, Paris, 2001.

⁶Pecqueur et J.B. Zimmermann, économie de proximité, Edition Herms, Paris, 2004, op.cit.p14.

⁷ BOSCHMA RON A –Proximity and innovation: A critical assessment, regional studies, vol 39.1, 2005, p63.

⁸ DUPUY C et BURMEISTER A – Entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité- La Documentation Française, Paris, 2003, p.11.

⁹ B. Pecqueur et J.B. Zimmermann, économie de proximité, Edition Herms, Paris, 2004, op.cit.p25.

¹⁰ DUPUY C et BURMEISTER A – Entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité- La Documentation Française, Paris, 2003, p.11.

3- 1 La proximité géographique

Ce type de proximité est appelée aussi physique ou spatiale, elle renvoie au positionnement des agents dans un cadre spatial bien précis (Kirat et Lung, 1999). Elle fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qui les sépare sur l'espace géographique¹¹. Fonctionnellement, elle est peut être exprimée par des distances, des temps, des couts de transport et des couts de communication. Elle a deux propriétés essentielles. La proximité géographique « fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qui les sépare sur l'espace géographique¹².

3-2 La proximité organisationnelle

La littérature a alors fait émerger la notion de proximité organisée pour pallier les insuffisances de la proximité géographique. Au sein de l'Ecole de la proximité, deux courants peuvent être notamment distingués concernant cette forme complémentaire de proximité : les interactionnistes (Rallet et Torre, 2004) et les institutionnalistes (Talbot, 2005).

Elle n'est pas d'essence géographique mais relationnelle. Par proximité organisée, on entend la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres. L'organisation facilite les interactions et les actions en son sein ; en tout cas, elle les rend à priori plus faciles qu'avec des unités situées à l'extérieur de l'organisation. Deux raisons majeures l'expliquent. D'une part, l'appartenance à une organisation, se traduit par l'existence d'interactions entre ses membres. C'est la logique d'appartenance de la proximité organisée : deux membres d'une organisation sont proches l'un de l'autre parce qu'ils interagissent et que leurs interactions sont facilitées par les règles ou les routines de comportement (explicites ou tacites) qu'ils suivent. D'autre part, les membres d'une organisation peuvent partager un même système de représentations, ou ensemble de croyances, et les mêmes savoirs. C'est ce que nous appelons la logique de similitude de la proximité organisée. Deux individus sont dits proches parce qu'ils « se ressemblent », autrement dit parce qu'ils partagent un même système de représentations, ce qui facilite leur capacité à interagir.

¹¹G.Colletis et F .Rychen- Entreprises et territoires : proximité et développement local- In B. Pecqueur et J.B. Zimmermann, op.cit.p220.

¹² COLLETIS G et RYCHEN F – Entreprises et territoire : proximités et développement local,- In Economie de proximité, Berna rd PECQUEUR et Jean Benoit ZIMMERMANN, Lavoisier, Paris, p .220.

3-3 La proximité institutionnelle

Selon Colletis et Rychen, la proximité institutionnelle se définit comme l'adhésion des agents à des systèmes de valeurs visant à faire aboutir un objectif commun. Elle repose sur l'adhésion des acteurs à des règles d'action communes, explicites ou implicites (habitus) et dans certaines situations, à un système commun de représentations, voire de valeurs. Cette proximité institutionnelle n'est cependant pas univoque dans le sens où elle renverrait à une adhésion pérenne de tous les acteurs à des règles communes¹³. Elle est, au contraire, le résultat de compromis toujours provisoires entre des acteurs aux intérêts divergents et parfois contradictoires (entre employeurs et employés : le rapport salarial capitaliste), entre firmes (concurrence vs coopération), entre acteurs privés et acteurs publics (logique de profit vs logique de bien public).

Cette adhésion se traduisant par l'identification d'une structure commune de coordination. Cette structure de coordination peut avoir un aspect formel ou informel, mais doit être reconnue par les interlocuteurs pour qu'à travers celle-ci soit valide¹⁴. En effet, elle repose sur l'attachement des acteurs qui orientent les comportements collectifs¹⁵.

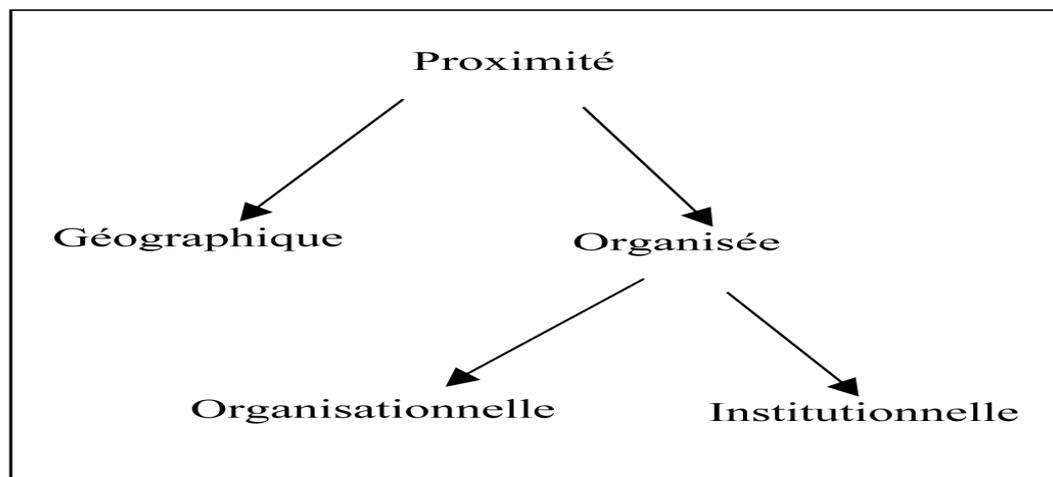
La proximité institutionnelle montre donc « l'adhésion d'agents à un espace commun de représentations, de règles d'action et de modèles de pensée » (Kirat et Lung, 1995, p. 212). Le terme institutionnel renvoie alors autant à des formes organisationnelles (une entreprise, un réseau, etc.) qu'à des comportements formels (des règles, des lois, etc.) ou informels (des normes culturelles, des coutumes, etc.) (Lauriol et al. 2008b). La proximité institutionnelle permet notamment de modérer les interactions entre plusieurs organisations (Boschma, 2005) et de connaître leurs comportements de manière anticipée (Zimmermann, 2008). Différemment, la proximité cognitive regroupe l'ensemble des savoirs communs aux acteurs au sein d'une ou de plusieurs organisations (Boschma, 2005).

¹³Jean-Pierre GILLY Yannick LUNG Proximités, secteurs et territoires, Cahiers du GRES, Cahier n° 2005 – 09, Mai 2005, p6.

¹⁴ Idem,

¹⁵ A. Torre – économie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires – In revue d'économie régionale et Urbaine, numéro 4, 2000, p409.

Figure 1.2 : Les formes canoniques de la proximité.



Source : Faite par nous-mêmes.

En général, ces trois formes sont récapitulées selon Garnier, la première est l'instance des coûts, des temps, des infrastructures et des relations sociales inscrites dans la matérialité de l'espace. La deuxième est l'instance de la structuration durable et finalisée des relations instaurées à l'occasion de l'activité productive. La troisième est que l'échange au travers l'instance de l'adhésion aux règles et coutumes, aux modes de comportements, aux représentations, aux imaginaires collectifs et aux projets¹⁶.

4 -Nature et utilité de la proximité

L'utilité de la proximité la proximité à une incidence sur les relations localisées entre les agents sur un même espace. Les articulations ne sont pas figées mais évolutives. D'une part, la proximité géographique stimule les interactions directes et immédiates et participe à la construction de règles, d'habitudes communes, de coordinations qui convergent à la construction d'une proximité organisée. Leur importance découle de la capacité à engendrer des formes de coordination montrée par Colletis et al (1999) et Rallet (2002) selon lesquelles « la proximité géographique est une condition permissive des interactions entre agents. Elle en facilite l'établissement et la réalisation mais ne les transforme en interaction réelles, en coordination effective, qu'à travers le passage d'une proximité organisée, fut-elle

¹⁶J.Garnier- Proximité lourdes, proximité légères : une trajectoire de l'appareil productif dans l'aire proximité métropolitaine marseillaise- in quatrième journées de la proximité, l'IDEP, le LEST, le GREQAM, et le groupe « Dynamiques de proximité », Marseille, 17-18 juin 20t recherche04, p3.

minimale¹⁷ ». En outre, l'insertion des différentes formes génère des effets de proximité et des économies externes qui impulse sur les dynamiques industrielles qui permettent un développement local.

5- Rôle de la proximité géographique

Tout d'abord, la proximité géographique peut jouer un rôle de facilitateur de la coordination. Parce que les agents qui sont dans une situation de proximité institutionnelle (par exemple s'ils appartiennent à une même catégorie professionnelle) ont plus de chance de se rencontrer s'ils sont géographiquement proches. Parce qu'elle peut faciliter le transfert d'une relation, d'un contexte organisationnel à un autre. Dans le langage de la sociologie économique, on parle d'un processus d'« encastrement découplage » comme dans le cas des relations science-industrie (Grossetti et Bès, 2001). Parce que la présence d'une multiplicité de ressources dans le même environnement géographique facilite les dynamiques de combinaison-recombinaison. Finalement parce que la proximité géographique facilite les interactions directes à travers des relations de face à face. Mais la proximité géographique peut aussi contribuer à compenser une faiblesse, un déficit de proximité de nature non spatiale et plus particulièrement de nature institutionnelle.

En résumé, au sein d'un territoire, la proximité géographique pourrait favoriser les rencontres, ainsi que le transfert d'informations et de connaissances. Néanmoins, comme le souligne justement Rallet (2002), il faut rester prudent et la seule proximité géographique ne peut être suffisante. A ce sujet, divers travaux de recherche ont souligné ses limites.

6- Articulation et croisement des proximités

Le croisement des deux types de proximité, géographique et organisée, fournit une grille d'analyse des différents modèles d'organisation géographique des activités. Ainsi, les districts industriels, milieux innovateurs ou systèmes de production localisée (SPL) sont caractérisés par un recouvrement des deux proximités.

Afin d'illustrer cette idée, traçons un tableau des relations entre proximités géographique et organisée. Le tableau, qui se lit de gauche à droite, met en évidence les

¹⁷ A. Rallet- L'économie de proximité, études et recherche sur les systèmes agraires et le développement-numéro33, le local à l'épreuve de l'économie spatiale,2002 ,p18.

résultats obtenus par le croisement des deux types de proximité et les conséquences de cette rencontre en termes d'interactions entre entreprises au niveau local.

Tableau 1.2 : Le croisement des deux proximités

	Proximité géographique	Proximité organisée
Proximité géographique	Rien ne se passe : agglomération	Réseaux locaux, SPL, dispositifs de négociation
Proximité géographique	Mobilité, interactions temporaires	Réseaux non territoriaux

Source : Alain Rallet et André Torre, *Proximité et localisation*, 2004.

Relation entre la dynamique de proximité et la dynamique industrielle et territoriale :

➤ **La relation 1 : la relation entre dynamique de proximité et dynamique territoriale**

S'expliquent par l'existence d'interaction entre proximité géographique et organisée qui créent une dynamique entre les formes de proximité, qui favorise le champ de création des QPL, cluster....

➤ **La relation 2 : la relation entre dynamique de proximité et dynamique industrielle**

S'expliquent par l'existence d'interactions entre proximité géographique et organisée qui s'aperçoit sur un territoire, d'où la dynamique territoriale qui se fait par les entreprises et les industries qui va engendrer une dynamique industrielle.

➤ **La relation 3 : la relation entre dynamique territoriale et dynamique industrielle**

Elle met la relation entre firme et territoire. Les rapports firmes territoires ont fait l'objet d'une importante littérature théorique, ainsi que d'un certain nombre de travaux empiriques. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, car jusqu' aux années quatre-vingt, leurs travaux mettaient en avant le nomadisme des entreprises et le faible rôle joué par les territoires des

grands groupes industrielles. Leurs relations sont souvent traitées de manières traditionnelles dans une optique de choix de localisation et d'économie industrielle¹⁸.

7- Les externalités marshalliennes

Depuis Alfred Marshall, nous retenons traditionnellement (1) la disponibilité de services aux entreprises, (2) la présence d'une main-d'œuvre spécialisée, (3) l'émergence et la diffusion d'idées nouvelles, (4) l'existence d'infrastructures modernes et performantes, et (5) le capital humain.

➤ Rôle des prestataires de services aux entreprises

La concentration spatiale de services aux entreprises suffisamment spécialisés est au cœur de l'explication. Au fur et à mesure que s'accroît la taille de la population, le nombre de firmes opérant dans le secteur intermédiaire augmente, permettant ainsi une division plus fine et poussée des tâches et par conséquent, un accroissement concomitant de la production globale (Abdel-Rahman et Fujita, 1990). Autrement dit, une plus grande spécialisation du secteur intermédiaire a un effet multiplicateur sur la productivité du secteur final, ce qui rend une grande ville plus productive qu'une petite.

➤ L'appariement sur le marché du travail

La baisse des frais de transport observée depuis le début de la révolution industrielle a réduit le pouvoir de marché des entreprises fondé sur l'éloignement géographique et, de ce fait, intensifié la concurrence. La réponse des entreprises a consisté, grâce à la recherche et au développement, à substituer la différenciation des produits à la différenciation spatiale traditionnelle.

➤ Échange d'informations et apprentissage

Bien que les prédictions relatives au déclin des villes soient nombreuses remarquons en passant que celui-ci avait déjà été annoncé par certains après l'invention du téléphone, la grande ville reste le lieu privilégié de la circulation des informations stratégiques pour la vie des affaires (Gaspar et Glaeser, 1998). Pour comprendre le bienfondé de cette affirmation, il faut rappeler la distinction faite plus haut entre informations tacites et informations codées. De plus, l'échange d'informations est à la source de diverses externalités car leur utilisation par un agent n'en réduit pas pour autant le contenu pour les autres. De ce fait, dès que les

¹⁸PECQUEUR Bernard et ZIMERMANN Jean-Benoît, Economie de proximités, Hermes science, Paris, 2004

entreprises possèdent différents types d'information, les bénéfices liés à leur communication augmentent avec leur nombre.

➤ **L'offre d'infrastructures**

L'installation d'un grand nombre de firmes et de travailleurs sur un territoire donné aide à la formation d'un réseau plus dense d'infrastructures. Celles-ci pouvant être partagées par un grand nombre d'utilisateurs, leur financement devient plus aisé du fait de l'élargissement de la base fiscale leur servant de support. De même, certaines infrastructures, comme les centres de recherche ou les universités, verront leur performance augmenter dans une grande agglomération car elles attireront des travailleurs hautement qualifiés qui sont en même temps des consommateurs de biens culturels disponibles seulement dans les très grandes villes.

➤ **Le capital humain**

L'agglomération du capital humain est également un phénomène dynamique. Sur la base d'observations faites entre 1970 et 2000 sur 318 aires métropolitaines des États Unis, nous constatons une relation positive entre le taux de croissance de la population diplômée de l'enseignement supérieur et le pourcentage constaté à l'origine. Nous constatons même un lien entre le taux de croissance constaté sur la période la plus récente et le pourcentage de diplômés du supérieur par habitants en 1940 (Berry et Glaeser, 2005).

Ces cinq types d'économies d'agglomération sont susceptibles d'intervenir au sein d'un même secteur, mais aussi entre secteurs. L'analyse économique, tout en reconnaissant la pertinence empirique de ces deux niveaux, n'a pas réussi à mettre en évidence leur importance respective.

Section 2 : Aperçu sur l'industrie agro-alimentaire en Algérie : limites et stratégies

L'industrie agro-alimentaire ou système agro-alimentaire est l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche, en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine.

1- Définition de l'industrie agro-alimentaire (IAA)

Selon le dictionnaire Larousse, l'agro-alimentaire c'est des produits agricoles conditionnés ou transformés par l'industrie. L'industrie agro-alimentaire (IAA) est considérée aussi comme

un concept à base technique qui engendre les secteurs de transformation de matières premières d'origine agricole¹⁹.

Ce secteur économique comprend les fabricants de produits de grande consommation. Il ne doit pas être confondu avec l'agro-industrie, qui comprend outre l'agro-alimentaire la transformation des matières premières issues de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie, en produits non alimentaires comme les biocarburants, les biomatériaux et les biotechnologies industrielles.

2- Historique et généralités

Les industries agro-alimentaires (IAA) en Algérie ont connu leur grand essor dans les années 70 avec les programmes publics de développement, notamment par la création de sociétés nationales dans les filières céréales, lait eaux et boissons. Ces filières restent les plus importantes mais sont suivies maintenant par celle du sucre, des corps gras, des conserves des viandes....etc.

Les industries agro-alimentaires connaissent un développement remarquable depuis 15 ans et les perspectives de croissance sont encore plus importantes pour le futur, compte tenu de l'importance de la demande Algérienne et des possibilités d'exportation dans certains secteurs. Un programme de développement des industries agro-alimentaires est en cours, afin d'en accroître le nombre et de les mettre à niveau. L'objectif du gouvernement Algérien est de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger, en veillant à ce que le marché intérieur soit suffisamment approvisionné et à des prix acceptables²⁰.

3- Structure de l'industrie agro-alimentaire (IAA)

Le secteur de l'industrie agro-alimentaire est très largement dominé par les industries privées. En raison de l'échec des plans de relance et de modernisation des entreprises publiques, par ordonnance numéro 01-04 du 20 aout, les autorités Algériennes ont engagé le processus de privatisation de 942 entreprises publiques (sur un total de 1280 entreprises, tous

¹⁹http://www.reflexiondz.net/La-filiere-agroalimentaire-en-Algerie_a21396.html

²⁰www.agroligne.com

Chapitre II : Effet de la proximité géographique sur la dynamique industrielle : Le cas de l'industrie agro-alimentaire en Algérie

secteurs confondus) dont 268 entreprises agro-alimentaires (corps gras, laiteries, minoterie, brasseries, boissons, eaux, viandes.....).²¹

La part de marché des industries agro-alimentaires publiques est passée en moyenne de 24 % en 1999 à 13% en 2001 est à seulement 5% actuellement. Ainsi, l'entreprise régionale des industries alimentaires et dérivés ERIAD a été proposée à la privatisation dès 2001, dans le cadre du programme de restructuration du secteur public.²²Ce plan a été étendu à :

- GIPLAIT, groupe interprofessionnel du lait.
- ENGC, entreprise nationale des corps gras.
- ENASUCRE, entreprise nationale du sucre-raffinage de sucre.
- ENAJUC, (boissons-jus-conserve)

4- Technopoles agro-alimentaires en Algérie

Nous pouvons les scinder en huit grandes familles²³ :

4-1- Industrie de la viande : Abattage du bétail, de la volaille, charcuterie, conserve de viande.

4-2- Industrie laitière : Fabrication du lait, du beurre, des yaourts, des fromages, « crakages » du lait pour l'industrie alimentaire (caséine, lactose, protéines ultra-filtrées ...) fabrication de crèmes glacées et glaces.

4-3- Fabrication de produits alimentaires élaborés : Stockage et préparation à base de fruits, légumes, poissons, plats cuisinés et confitures.

4-4- fabrication de produits à base des céréales : Farine, pain et pâtisseries industrielles, biscuits, biscottes, semoules et pâtes alimentaires, malt, amidon, féculés et produits dérivés, aliments pour animaux d'élevage et domestiques.

4-5- fabrication d'huiles de corps gras et de margarine

4-6- industrie sucrière

²¹ Agroligne n°97-Novembre/Décembre 2015 page 7

²² idem

²³ <http://www.agrojob.com/emploi/agroalimentaire.asp>

4-7- fabrication de produits alimentaires divers : Chocolat, confiserie, café et thé conditionnés, épices, herbes aromatiques, condiments, vinaigre, sauces préparées, aliments diététiques, aliments pour bébés, produits de régime, petits déjeuners, entremets, desserts, bouillons, potages, levures...

4-8- Fabrication de boissons et alcools : Eaux minérales, jus de fruits et de légumes, les sodas, boissons alcoolisées.

5- Le marché des industries alimentaires en Algérie

Il existe en Algérie des milliers d'entreprises alimentaires de taille très différentes, mais d'une façon générale, l'essentiel de la production est assuré par quelques grosses entreprises et quelques dizaines d'entreprises de taille moyenne.²⁴

- **Dans le domaine des boissons :** On dénombre près de 700 entreprises, avec seulement une trentaine d'entreprises importantes dont quelques leaders (CASTEL, FRUITAL, ABC PEPSI, HAMOUD BOUALEM, IFRI...) qui assurent l'essentiel de la production.
- **Secteur de la transformation des céréales :** La situation est analogue avec quelques moulins publics (ERAD) des dizaines de moulins privés et quelques gros producteurs dont certains sont devenus des groupes alimentaires (SIM BENAMOR, AMOUR, METIDJI, HERBOUR, SOPI, MOULA, LA BELLE, SOSEMIE...).
- **Secteur laitier :** On compte les 15 entreprises du groupe public GIPLAIT et plus de 100 entreprises privées de taille très variable. Certains secteurs comme celui des yaourts sont totalement dominés par SOUMMAM (45%) DANONE (25%), HODNA, TREFLE... La situation est analogue dans le secteur des fromages fondus ; marché sur lequel BEL domine largement devant quelques entreprises Algériennes (Algérie crème, Fitalait, Priplait.....)²⁵
- **secteur sucrier :** Le secteur du sucre est dominé par CEVITAL avec un challenger : Le groupe LA BELLE.
- **secteur des huiles de graines et des corps gras :** Nécessite de lourds investissements. Il est dominé par quelques grands producteurs dont CEVITAL. Le secteur d'huile d'olive (en progression) est éclaté entre plusieurs dizaines de petits producteurs.

²⁴ Agroligne n°97- Novembre/Décembre page 8

²⁵ Agroligne N°97-Novembre/Décembre 2015 page 5

➤ **Autres secteurs en développement** : Il existe trois secteurs en développement :

1- Secteur des conserves : Les conserves de fruits et légumes, notamment l'industrie du concentré de tomate (qui dépendait essentiellement des importations il y a quelques années) mais aussi les confitures, les compotes...).

2- Secteur des surgelés : les surgelés qui se limitent essentiellement aux produits congelés de base pour l'instant, mais dont la gamme s'enrichit progressivement de pizza, quiches, boureks, frites, nuggets, croquettes, steaks hachés, boulettes, saucisses, lasagnes, moussaka...)²⁶.

3- Secteur de la Levure : Dans ce secteur, on note le partenariat public-privé entre CEGRO et LESSAFRE pour faire une grande levurière, dont la vocation est de couvrir une part importante des besoins de l'Algérie²⁷.

6- Les stratégies et les limites de l'industrie agro-alimentaire en Algérie

Dans l'optique d'une plus grande sécurité alimentaire, voire de l'autosuffisance, les autorités Algériennes, ont mis en place la « Politique du Renouveau Agricole et Rural » PRAR avec pour priorité l'augmentation des produits de grande consommation, l'accroissement des rendements et la diminution de la dépendance extérieure. Cette politique vise notamment à une meilleure interactivité des filières de production et de transformation; ces dernières étant déjà au stade industriel.

Une grande priorité des autorités du pays est de faire baisser les importations dans le secteur laitier, pour des questions financières (l'importation de poudre de lait coûte à l'Algérie plus d'un milliard d'euros par an) mais aussi d'indépendance nationale, d'occupation du territoire et enfin pour donner aux consommateurs des produits fabriqués à partir de lait frais et non à partir de lait reconstitué.

Le secteur laitier, se caractérise par des entreprises de transformations performantes dans le domaine des yaourts, des desserts, du lait UHT et de certains fromages, mais de

²⁶ Agroligne N° 97-Novembre/Décembre 2015 page 9

²⁷ idem

nombreuses industries rencontrent des difficultés d'approvisionnement qui entourent leur développement. Le lancement de produits 100% lait cru il y a 2-3ans a été une nouveauté²⁸.

Afin d'améliorer leurs collectes, les industries laitières s'impliquent dans l'importation de génisses laitières, dans les conseils techniques aux éleveurs et dans le financement des équipements.

Dans le secteur des céréales, l'Algérie compte également des entreprises modernes, aux normes Européennes et qui souhaiteraient exporter (pates, couscous...) mais le secteur comporte aussi des entreprises très artisanales essentiellement tournées vers les produits de bas, bon marché. Dans cette même filière on retrouve des boulangers traditionnels, des biscuiteries artisanales mais aussi quelques entreprises modernes, voire des entreprises innovantes comme celle de BENAMOR à Corso (Boulangerie industrielle)

Dans le secteur des eaux et boissons, il existe en Algérie selon l'association des producteurs Algériens de boissons (APAB) 700 entreprises. Toutefois, une trentaine d'entreprises dont quelques gros producteurs, réalisent l'essentiel de la production. Certaines produisent sous licence (COCA-COLA, PEPSI, CANDIA...).

6-1 Moyens de développement de l'industrie agro-alimentaire

En plus des investissements financiers, les moteurs actuels du développement de l'IAA sont l'innovation, la compétitivité, la mise à niveau et l'acquisition/diffusion du savoir, la gestion de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments.

1-Création d'un Cluster pour promouvoir l'innovation et la compétition des IAA

Ce cluster sera constitué d'organismes de recherche dans le domaine agronomique, d'entreprises du secteur agricole et agro-alimentaire, d'institutions publiques. L'objectif est de renforcer le transfert des connaissances et de stimuler la compétitivité des industries de l'agro-alimentaire.

Il s'agit du premier groupement dédié à l'innovation dans l'agro-alimentaire en Algérie, à l'instar d'un cluster sur le lait, déjà actif dans la wilaya de Sétif, du cluster boissons,

²⁸ Agroligne N°97-Novembre/Décembre 2015 page 8

récemment crée dans la wilaya de Bejaia, du cluster tomates industrielles, Guelma, el Tarf, Annaba et Skikda et du cluster datte, Biskra et Ghardaïa.

2-Création d'un centre technique pour les IAA

L'IAA a bénéficié d'un centre technique pour le contrôle des équipements et des produits dans le cadre du programme d'appui à la diversification de l'économie nationale en Algérie (diveco) lancé en 2009 au profit des secteurs de l'industrie, du tourisme et de l'agriculture. Grace à l'assistance technique de l'union Européenne et de diveco, l'Algérie a aussi créé un centre technique dédié à l'industrie agro-alimentaire (CTIA) situé à Boumerdes. La mission du centre est de contrôler les équipements et les produits et ce afin que l'ensemble des productions agro-alimentaires de l'Algérie soient conformes aux normes Européennes et puissent donc être exportées.

Le centre sera doté d'une base de données et d'un système informatique qui permettra de suivre en temps réel ce qui se passe dans l'industrie agro-alimentaire et pouvoir ainsi réagir rapidement. Le challenge du programme diveco pour ce secteur est de contribuer à une meilleure intégration avec la production agricole nationale et de réduire les contraintes qui limitent son développement.

6-2 Programme d'appui à la diversification de l'économie en Algérie

La filière doit se structurer, améliorer sa productivité, se mettre aux normes, exporter et les pouvoirs publics cherchent à encourager ces évolutions.

Les Industries Agro-alimentaires Algériennes se caractérisent par un grand nombre de petites entreprises, dont certaines sont plus proches de l'artisanat que de l'industrie. Ceci explique les écarts dans les estimations du nombre d'IAA qui vont selon les sources de 5000 à 35000 entreprises²⁹.

Les entreprises agro-alimentaires sont essentiellement de type familial (parfois même les groupes sont familiaux). Beaucoup d'entreprises ne maîtrisent pas les processus, la traçabilité, le conditionnement, les normes internationales, les procédures bancaires et fiscales

²⁹ idem

mais dans chaque secteur, des entreprises grosses ou moyennes, se modernisent et prennent progressivement le relai, en s'adaptant aux besoins de l'industrie.

Ce programme contient 4 axes pour le développement des IAA :

1-Renforcement des capacités MIPMEPI (Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion des investissements) à travers l'amélioration d'un système de suivi-évaluation des projets agro-alimentaires (stratégie industrielle, gestion des ressources humaines, formation à la qualité, à la traçabilité, à la labellisation et certification...)

2-Accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle du CTIA, livraison de matériels de laboratoire, étude de faisabilité pour la création d'un centre technique, dédié au conditionnement et à l'emballage.

3-Renforcement des organisations professionnelles agro-alimentaires, en consolidant les capacités de gestion et de conseil, en appuyant la création d'une fédération des industries agro-alimentaires.

4-Mise en œuvre d'actions communes entre les ministères de l'agriculture et de l'industrie, par la création d'un cadre de concertation et de coordination, par l'appui à l'élaboration de textes réglementaires harmonisés avec ceux de l'union Européenne et l'aide à la mise en place d'un cadre de concertation entre organisations professionnelles agricoles et les représentants de l'industrie alimentaire.

Enfin si l'Algérie veut développer ses exportations, elle doit non seulement mettre à niveau ses **entreprises (équipements et gestion) mais aussi, mettre en place des infrastructures et une** logistique dédiée à l'export, améliorer l'environnement des PME (financement) et avoir des commerciaux ayant les compétences nécessaires³⁰.

Conclusion

L'industrie agro-alimentaire occupe un rang important dans notre économie nationale (deuxième rang après les hydrocarbures) Des programmes nationaux d'amélioration de la compétitivité de notre industrie agro-alimentaire par le biais d'équipements et d'amélioration

³⁰ www.jazagro.com

Chapitre II : Effet de la proximité géographique sur la dynamique industrielle : Le cas de l'industrie agro-alimentaire en Algérie

du savoir-faire ont été appliqués, mais demeurent insuffisants, ce qui doit inciter les autorités à plus de persévérance.

Chapitre III : Impact de la dynamique industrielle agro-alimentaire sur le développement local (Zone industrielle Taharacht Akbou)

Introduction

Dans les années 1990, sont apparues plusieurs réformes, sur l'économie et ses institutions. En effet, un ensemble d'organismes, et de stratégies s'est mis en place graduellement, pour l'amélioration de la vie économique, politique et sociale, mettant en place un nouvel environnement. La configuration et l'ambiance générale sont perceptibles à l'échelle locale. L'implantation d'un ensemble de petites et moyennes entreprises spécialisées dans l'agro-alimentaire va créer le secteur d'industrie agro-alimentaire (IAA) qui jouera un rôle essentiel dans le développement. Son impact sur le territoire est important car elle permet de réduire le taux de chômage, et de répondre aux besoins du marché local...etc.

Dans ce chapitre on va brièvement présenter dans la première section, la wilaya de Bejaia et la commune d'AKBOU (situation géographique, population et emplois) et quelques données sur l'industrie agro-alimentaire(AAI) et leurs contributions dans les créations d'emplois ainsi que les infrastructures de base de la wilaya de Bejaïa.

Dans la deuxième section nous présenterons la zone industrielle TAHARACHT AKBOU, la démarche méthodologique de l'enquête de terrain et en fin l'analyse des résultats de notre enquête de terrain auprès de quelques entreprises du secteur agro-alimentaire de la zone TAHARACHT.

Section 1 : Présentation du cadre d'étude et d'enquête du terrain

Dans cette section, nous allons d'abord présenter la wilaya de Bejaia et la commune d'AKBOU qui est notre terrain d'étude (situation géographique, administrative et démographique) ainsi que quelques données sur l'industrie agro-alimentaire, puis nous exposerons la méthodologie qu'on a utilisé (échantillon étudié, objectif et déroulement de

l'enquête et enfin la structure, le contenu, la confection et le mode administratif de notre questionnaire.

1- Présentation de la wilaya de Bejaia

1-1- Situation géographique

La wilaya de Bejaia est une région côtière qui se situe au nord-est du pays (l'Algérie), sur le littoral méditerranéen, avec une façade maritime de 120 Km, et une superficie totale de 3 223,5 Km². Elle est limitée par¹ :

- La mer Méditerranée au Nord.
- La Wilaya de Jijel à l'Est.
- Les Wilayas de Tizi-Ouzou et Brouira à l'Ouest.
- Les Wilaya de Bordj Bou Arreridj et Sétif au Sud.

Le territoire de la Wilaya de Bejaia est marqué par la prépondérance des reliefs montagneux (75% soit 3/4 de la superficie totale de la Wilaya), coupé par la vallée de la Soummam et les plaines situées près du littoral. Elle est composée de 19 Dairas et 52 Communes.

1-2- L'activité économique dans la wilaya de Bejaia

La wilaya de Bejaia est un pôle économique important. Elle se situe dans le top 5 de la création de PME à l'échelle nationale. Nous allons citer les différents secteurs d'activités de cette wilaya.

1-2-1- l'agriculture

Avec une surface agricole de 130 138 hectares, qu'on scinde en deux grands groupes :

- l'agriculture de plaine (les cultures arboricoles, les céréales, l'aliment de bétails et la culture maraichère.
- l'agriculture de montagne (les oliviers et les figuiers)

1-2-2- l'industrie

Vers la fin des années 90, le secteur industriel a connu un développement important dans wilaya de Bejaia. Aujourd'hui elle est devenue un pôle très important au niveau national

¹DPSB (Direction de Programmation de Suivi Budgétaire) de la wilaya de Bejaia, « Annuaire statistique 2013 ».

dominé par l'industrie agro-alimentaire, secteur privé après la chute du secteur publique vers les années 90.

1-2-3- Les activités tertiaires

La wilaya de Bejaia contient 13.464 unités, employant 45.628 personnes. Le secteur agro-alimentaire compte à lui seul 487 unités². A cet effet, le développement du secteur tertiaire a été encouragé par les différents dispositifs de lutte contre le chômage, tel que l'ANSEJ qui a financé un grand nombre de projets.

2- Les infrastructures de base de la wilaya

2-1- Réseau routier

Le réseau routier de la wilaya est très dense et se compose de³ :

- Routes nationales : 444 Kms dont 20 Kms non revêtus ;
- Chemins de wilaya : 659 Kms dont 11 Kms non revêtus ;
- Chemins communaux : 3179 Kms dont 926,49 Kms non revêtus.

L'infrastructure ferroviaire, dispose d'une longue voie de 90 Km (Bejaia-Béni Mansour) et de 09 gares et 04 haltes au niveau des principaux centres urbains de la vallée de la Soummam. Ce réseau pourrait jouer un rôle important dans l'économie de la région qui incite une relance de l'activité des zones industrielles.

2-2- Le port de Bejaia

La wilaya de Bejaia contient un port important qui est composé de trois bassins d'une superficie de 156 Ha, d'un terre-plein de 50 Ha et de 2 730 ml de quais cernés par 05 jetées.

Le port de Bejaia constitue un atout stratégique pour toute la région aussi bien pour le transport de marchandises que celui des voyageurs.

2-3- Aéroport de Bejaia

Les réseaux aéroportuaires relient Bejaia au Sud algérien, à Alger et à l'Europe avec des vols réguliers. L'aéroport de Bejaia se compose d'une piste de 108 000 m² (2 400 ml x

²DPSB (Direction de Programmation de Suivi Budgétaire) de la wilaya de Bejaia, « Annuaire statistique 2013 ».

³ IDEM.

45ml), d'une aéro-gare de 250 passagers par jour en moyenne, et une aire de stationnement de 24 576 m².

3- Présentation de la commune d'Akbou

La commune d'Akbou est située dans la vallée de la Soummam, en petite Kabylie, à une altitude moyenne de 280 m, elle s'étend sur une superficie de 52,18 km. Elle est délimitée à l'est par la Soummam, qui la sépare de la commune d'Amalou et au sud par l'oued sahel appelé localement « AssifAbbas », qui la sépare de la commune d'ait-R'zine, les liaisons routières utilisables sont les axes N26-N5 (l'échangeur pour rejoindre l'autoroute Est-Ouest) et N26-N12 pour rejoindre Bejaia. Akbou se localise à 70.9 km de la ville de Bejaia, à 80.7 km de Tizi Ouzou et à 173.3 Km d'Alger.

La commune d'Akbou, se caractérise par une densité de population 1002 habitant/Km². En 2008, la population a atteint 5282 habitants. La commune connaît une fluidité de circulation garantie par les réseaux routiers suivants : 02 routes nationales (RN N°26A et 26B) ainsi que plusieurs pistes et chemins communaux. Ajoutant à cela le réseau ferroviaire (le chemin de fer BENI MENSOUR- BEJAIA) qui traverse la commune d'Akbou.

La commune d'Akbou joue un rôle très important dans la région de part la densité de son tissu industriel. Sa réputation a largement dépassé les frontières nationales. Elle contient une zone d'activité de 50 dynamiques entreprises, occupant 50ha.

Les principales activités industrielles les plus prodiguées au sein de la commune d'Akbou sont :

- Production agro-alimentaire
- Production de matériaux de construction
- Deux gros marchés : Un marché de fruits et légumes classé au niveau national et un marché de véhicules (plus de 5000 véhicules) chaque vendredi.

La commune d'Akbou contient des infrastructures administratives très importantes surtout dans le secteur bancaire représenté par quatre grande cylindrées nationales CPA, BADR, BDL et la CNEP ainsi que quatre banques étrangères, Natixis banque, société générale, AGB et BNP Paribas.

La commune d'Akbou contient un barrage de Tichi-Haff. A cet effet, trois grands réservoirs sont inscrits pour répondre aussi bien aux besoins de la population que de l'industrie et de l'agriculture.

Section II : Analyse des résultats de l'enquête de terrain

1- Présentation de la zone industrielle TAHARACHT (AKBOU)

La zone TAHARACHT est d'une grande importance dans le développement économique de la commune d'AKBOU. Elle contient 50 dynamiques entreprises qui occupent plus 50 hectares. La zone industrielle TAHARACHT représente 95% des entrées fiscales de la commune d'Akbou, rendant celle-ci parmi les 20 communes les plus riches d'Algérie.⁴

2- Données globales sur toutes les entreprises de la zone TAHARACHT

2-1- Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone TAHARACHT

La zone TAHARACHT contient seulement 40 entreprises en production. Elle occupe la deuxième place au niveau de la wilaya en termes de production et nombre d'employés.

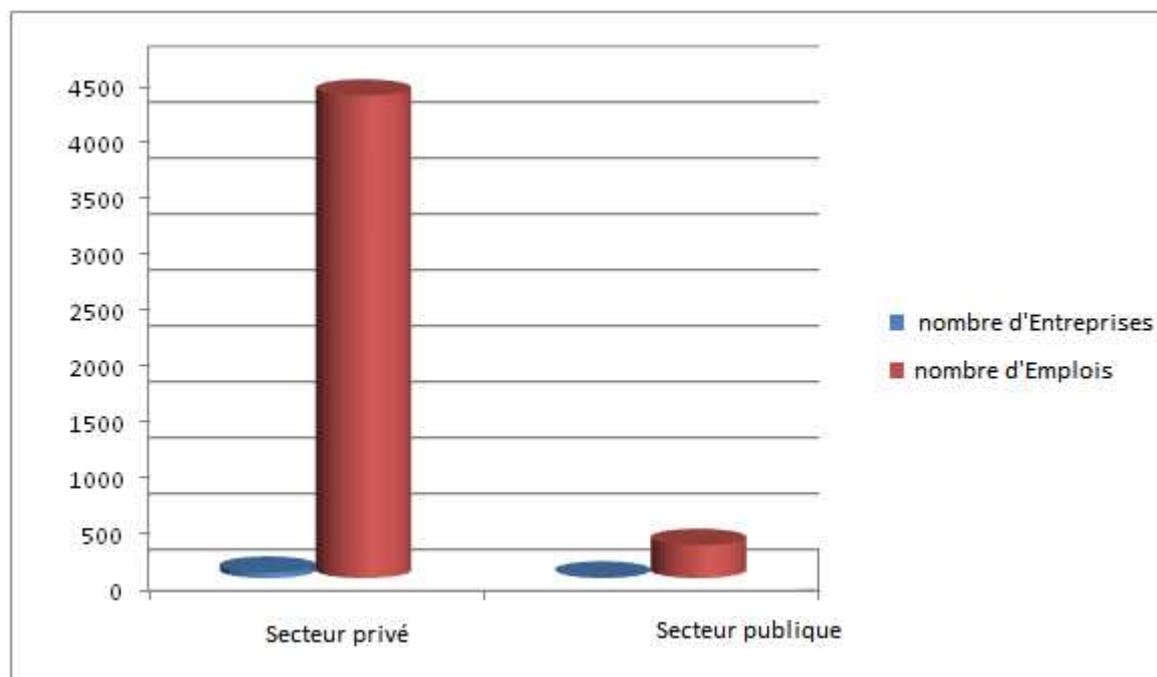
Tableau N° 1 : Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone Taharacht

Nature d'Entreprises	Nombre d'Entreprises	Nombre d'emplois	Parts %
Secteur privé	47	4315	93.70%
Secteur publique	3	294	6.30%
Total	50	4605	100%

Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la CNAS 2015.

⁴<http://www.liberte-algerie.com/actuelite/danone-va-istaller-de-nouvelles-capacites-de-production-225610>

Figure N°1 : Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone TAHARACHT



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la CNAS.

D'après ces données, on constate que les entreprises privées occupent une place très importante dans la zone TAHARACHT, du fait qu'elles représentent la majorité des entreprises avec une part de 93.70% à fin 2015 (emploient un effectif de 4605 personnes) , suivi par le secteur publique avec une valeur marginale estimée à 6.30% du total des entreprises (emploient un effectif de 294 personnes).

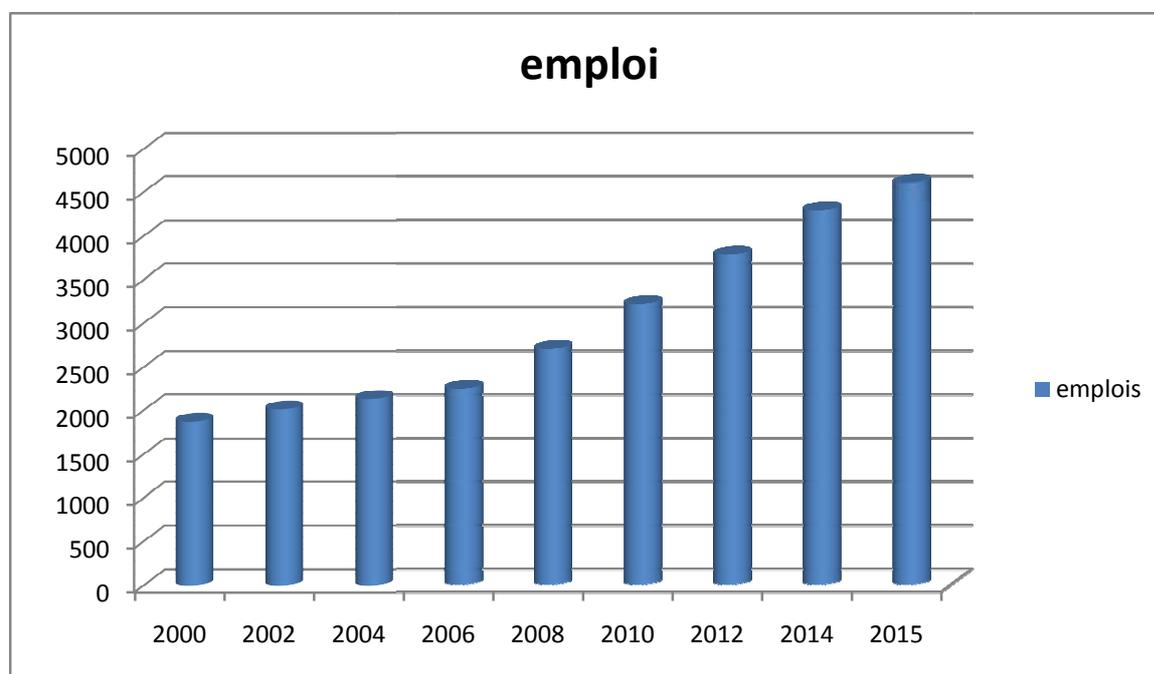
2-2- Evolution de l'emploi dans la zone de Taharacht

Tableau N°2 : Evolution de l'emploi dans la zone de Taharacht

Année	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2015
Nombre d'emploi	1871	2021	2132	2246	2701	3215	3781	4291	4605

Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la CNAS.

Figure N°2 : Evolution de l'emploi dans la zone de Taharacht



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la CNAS.

Nous constatons que le nombre d'emplois créés en 2015 est de 4605. La répartition de l'emploi pendant cette année est la suivante : 90% sont des permanents, dont 60% d'origine locale. Plus de 50% des employés sont de la commune d'AKBOU, 40% des communes avoisinantes, 8% des autres wilayas et 2% de l'étranger (ces étrangers existent principalement au niveau de trois entreprises SARL Ramdy, SPA Danone, SPA Frulact avec 24 postes).

3- Démarche méthodologique d'enquête

3-1- Objet de l'enquête

Cette enquête a pour objectif de recueillir les informations sur les entreprises agro-alimentaires (sa création, son domaine et son effectif, sa relation avec le développement de la commune, les difficultés et les problèmes rencontrés. En terme d'accès au financement, sa relation avec l'administration...etc.). Il s'agit, pour nous de répondre à certaines de nos interrogations, à savoir l'impact et la dynamique du milieu agro-alimentaire sur le développement local.

3-2- Contenu du questionnaire

Le questionnaire est une technique d'investigation scientifique la plus adéquate pour joindre un grand nombre d'Entreprises en peu de temps. Le choix de cette technique pour notre enquête est déterminé par son rôle principal de faire un prélèvement quantitatif (chiffré) de la réalité des entreprises. Le questionnaire contient 32 questions réparties en trois parties :

Axe 1 : Identification de l'entreprise : Cet axe vise à faire ressortir les caractéristiques générales des entreprises enquêtées telles que nom de l'établissement, l'adresse, le secteur d'activité, la date de création de l'entreprise, sa raison sociale, sa forme juridique...etc.

Axe 2 : Rôle de la proximité géographique dans la dynamique industrielle : Cette partie s'intéresse aux motivations de la création d'entreprises, les raisons de choix de secteur d'activité, les apports en termes de développement pour la région, les facteurs sectoriels qui sont à l'origine d'implantation...etc.

Axe 3 : Dynamique industrielle et développement local : Cette partie s'intéresse aux apports de l'industriel agro-alimentaire pour le développement local et les suggestions pour favoriser le développement local

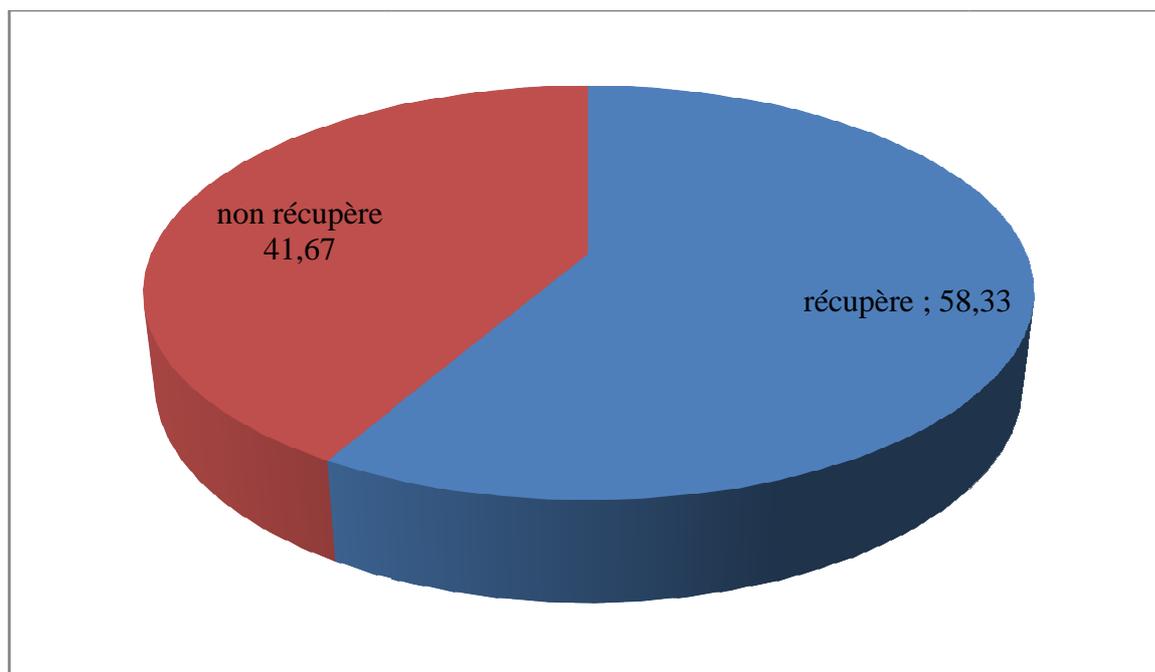
3-3- Présentation de l'échantillon global

Tableau N°3 : Présentation de l'échantillon global

Nombre de questionnaires	Référence	Pourcentage %
Récupérés	14	58.33
Non récupérés	10	41.67
Distribués	24	100 %

Source : Réalisé par nos soins.

Figure N°3 : Taille de l'échantillon de l'enquête



Source : Etabli à partir des données d'enquête.

Après avoir réalisé quelques entretiens et récupéré les questionnaires qu'on a distribué au départ dont le nombre total étaient de 24 questionnaires, seulement 14 entreprises ont répondu au questionnaire soit 58.33% et le reste (10 entreprises) n'ont pas répondu soit 41.67 % (voir la figure N°3) pour plusieurs causes :

- Quelques entrepreneurs (ou responsables des entreprises) ont refusé de remplir le questionnaire par manque de temps.
- Certains étaient soit en congé, soit en formation ou encore en mission ;
- D'autres ne trouvent aucun intérêt, pour eux, de nous remplir le questionnaire.

Section 2 : Résultat de l'enquête et analyse des données

Dans cette deuxième section, nous allons présenter les résultats de notre enquête de terrain où on va donner les caractéristiques générales des entreprises enquêtées qui ont répondu à notre questionnaire, puis on va analyser et traiter les données récupérées

1- Caractéristiques générales des entreprises enquêtées

Nous allons présenter, dans ce qui suit, quelques éléments d'information sur les entreprises qui ont répondu favorablement à nos questionnaires, à savoir la répartition de l'échantillon selon le statut juridique, l'effectif et le secteur d'activité...etc.

1-1-Répartition des entreprises selon la période de création

Tableau N°4 : Répartition des entreprises selon la période de création

Période	Nombre
Avant 1990	00
1900-2000	02
Après 2000	12

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Nous constatons qu'il y a une forte dynamique de création d'entreprises à partir de l'année 2000 et ça peut s'expliquer par le nouveau code des investissements qui a été adopté en 1993 sur la monnaie et le crédit avec les avantages accordés aux nouveaux investisseurs, en plus du rôle joué par les organismes d'aide à la création d'entreprises (les dispositifs publics : ANDI et ANSEJ) a permis la création d'un grand nombre d'entre elles.

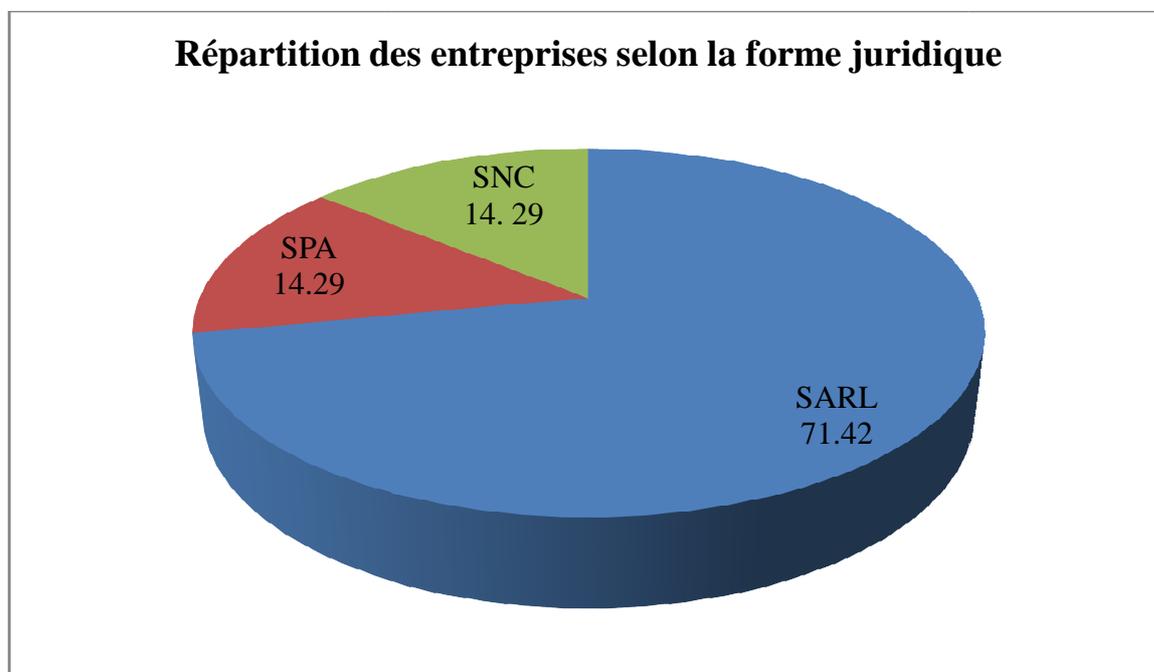
1-2- Répartition des entreprises selon la forme juridique

Tableau N°5 : Répartition des entreprises selon la forme juridique

Désignation	Nombre	%
SARL	10	71.42%
SNC	2	14.29 %
SPA	2	14.29%
Total	14	100 %

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N°4 : Répartition des entreprises selon la forme juridique



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

La plupart des entrepreneurs que nous avons enquêté ont choisi pour leur entreprise la forme de SARL 71.42%, suivie par SPA et SNC avec un pourcentage de 14.29% pour chacune.

1-3- La structure de financement initial de votre entreprise

Les entrepreneurs rencontrent parfois des problèmes pour financer leurs projets d'investissement, dans ce cas ils cherchent à trouver des sources de financement par plusieurs méthodes. Durant notre enquête, on a posé la question suivante aux entrepreneurs :

- Quelle est la structure de financement initial de votre entreprise ?

Les résultats sont résumés dans le tableau suivant :

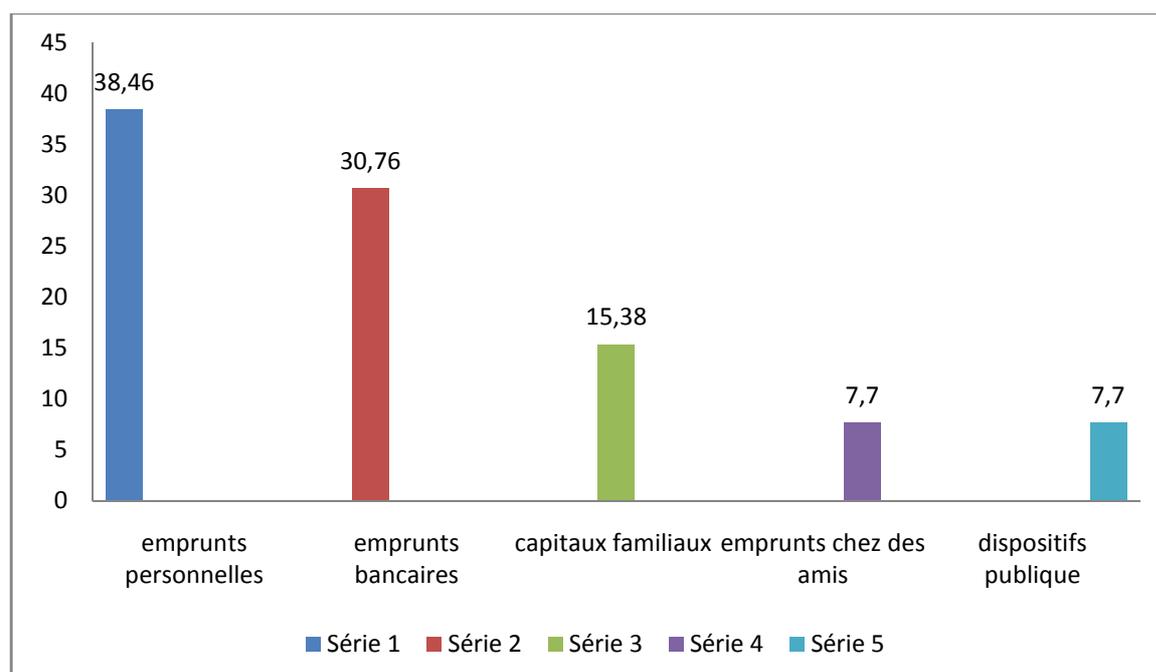
Tableau N°6 : Financement de la création d'entreprises enquêtées (multiples réponses possible)

Désignation	Nombre de réponses	%
Epargnes personnelles	10	38.46
Emprunts bancaires	8	30.76
Capitaux familiaux	4	15.38
Emprunts chez les amis	2	7.7
Dispositifs publiques (CNAC, ANSEJ, ANGEM.)	2	7.7
Total	26	100

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

L'administration locale occupe une place primordiale lors de création d'entreprises, dans la réhabilitation des zones industrielles et zones d'activité et l'aménagement de nouveaux espaces à travers le territoire de la wilaya. Le rôle joué par les différents dispositifs pour stimuler l'investissement à travers un ensemble d'organismes qui facilite le financement (CNAC, ANSEJ, ANDI) n'est pas moins important mais plusieurs entreprises sont créés grâce aux aides de ces dispositifs d'aides.

Figure N° 5 : Structure de financement initial de votre entreprise



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

La plupart des entrepreneurs ont financé la création de leur entreprise par épargne personnelle (38.46%) et crédit bancaire (30.76%), suivi par les capitaux familiaux avec (15.38%), et enfin l'aide de l'Etat et l'emprunt chez les amis avec un taux de (7.7%).

1-4- L'origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées

L'approvisionnement en matière première et produits intermédiaires a toujours été au centre des préoccupations des Entreprises. D'après notre enquête de terrain, nous remarquons que 41.67% des entreprises enquêtées acquièrent leurs besoins en matière première dans le marché national et face aux difficultés d'approvisionnement, 41.67% des entreprises enquêtées s'approvisionnent de l'étranger, les autres s'approvisionnent par les matières premières locales.

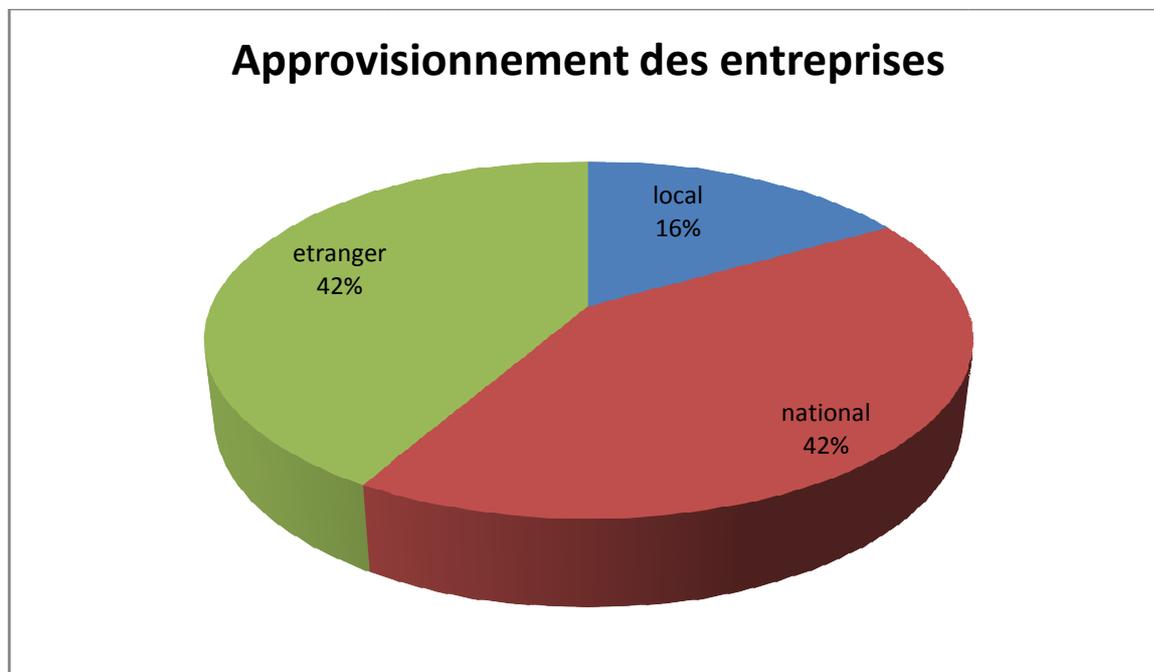
Les entreprises qui s'approvisionnent de la matière première nationale ou locale sont en général des entreprises utilisant l'eau comme matière première (limonade, jus et eaux superficielles)

Tableau N°7 : Origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées (multiples réponses possible)

Désignation	Nombre de réponses	%
Local	4	16.66
National	10	41.67
Etranger	10	41.67
Total	24	100%

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N°6 : Origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

1-5- Les principaux marchés des entreprises enquêtées

Concernant la distribution, nous constatons que les entreprises sont concentrées sur le marché national en premier avec un taux de (43.75%) vient après le marché régional avec un taux de (31.25%) et le marché local avec (25%) dans le but de satisfaire les besoins de la population.

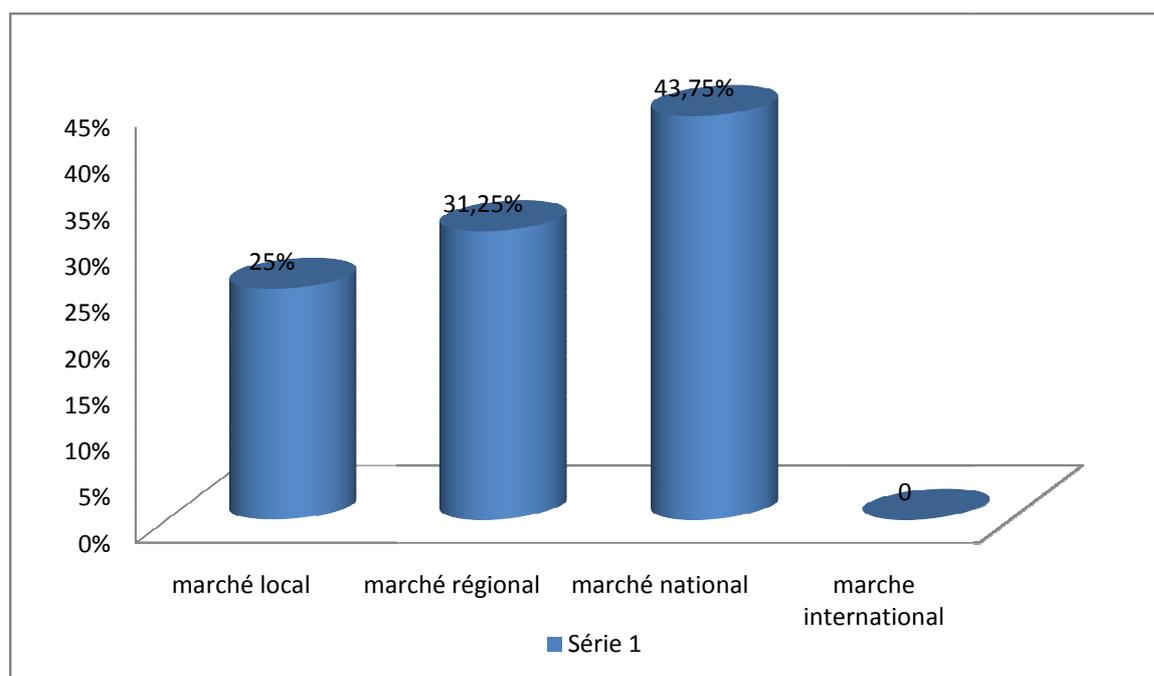
Pour l'exportation, les entreprises enquêtées n'interviennent pas sur le marché international car pour l'instant elles ne sont pas compétitives.

Tableaux N°8 : Principaux marchés des entreprises enquêtées (multiples réponses possible)

Désignation	Nombre de réponses	En %
Marché local	8	25
Marché régional	10	31.25
Marché national	14	43.75
Marché international	0	0
Total	32	100%

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N° 7 : Principaux marchés des entreprises enquêtées



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

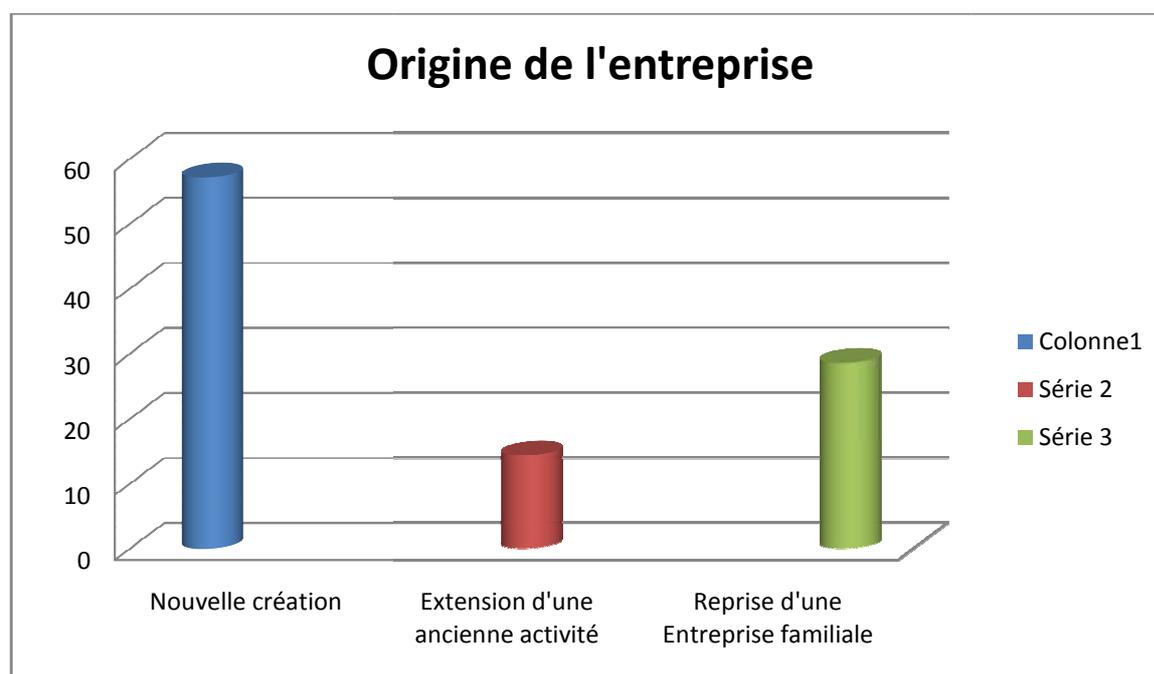
1-6- Nature de création des entreprises enquêtées

Tableau N°9 : Nature de création des entreprises enquêtées

Désignation	Nombre de réponse	%
Nouvelle création	8	57.14%
Extension d'une ancienne activité	2	14.29%
Reprise d'une Entreprise familiale	4	28.57%
Total	14	100

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N°8 : Nature de création des entreprises enquêtées



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Nous remarquons que la majorité des entreprises enquêtées sont des nouvelles créations avec un taux de (57.14%) suivie d'une reprise d'une entreprise familiale avec (28.57%) et l'extension d'une ancienne activité avec (14.29%).

2- Rôle de la proximité géographique sur la dynamique agro-alimentaire

La proximité géographique joue un rôle très important dans la dynamique agro-alimentaire. Elle fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qui les sépare sur l'espace géographique. Fonctionnellement, elle est peut être exprimée par des distances, des temps, des couts de transport et des couts de communication. Elle a deux propriétés essentielles. La proximité géographique « fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qui les sépare sur l'espace géographique.

2-1- Facteurs de localisation

Tableau N°10 : Les facteurs de la localisation (multiples réponses possible)

Désignation	Nombre de réponses	%
Proximité d'un nombre important d'entreprises du même secteur	5	25%
Proximité d'un nombre important d'entreprises dont le secteur est complémentaire	3	15%
Proximité d'un nombre important d'entreprises fournisseurs	5	25%
Proximité d'un nombre important d'entreprises clients	2	10%
Proximité de la zone industrielle	5	25%
Absence de concurrence	0	0%
Total	20	100 par

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

On constate que dans 25% des cas, le choix du lieu d'implantation de l'entreprise est motivé par la :

- 1- Proximité de la zone industrielle.
- 2- Proximité d'un nombre important d'entreprises du même secteur.
- 3- Proximité d'un nombre important d'entreprises fournisseurs.

Ce choix est motivé par la proximité d'un nombre important d'entreprises dont le secteur est complémentaire dans 15% des cas et enfin ce choix est motivé dans 10% des cas par la proximité d'un nombre important d'entreprises clients.

2-2- Le rapport avec les entreprises à proximité géographique

Le tissu industriel et les rapports avec les acteurs locaux sont des facteurs importants dans l'attractivité du territoire. Dans ce cas, une série de questions sont posées aux chefs d'entreprises, dans le but de mesurer la qualité du tissu industriel. Avec les entreprises à proximité géographique, seulement 2 entreprises tissent des relations de coopération entre elles, surtout pour les entreprises implantées dans les zones aménagées où le tissu industriel est très dense et important. La nature de coopération est de développer le réseau de distribution. Il n'existe pas de réseau de confiance avec les entreprises à proximité géographique et leurs relations sont formelles avec **85.72%**.

Tableau N° 11 : Le rapport avec les entreprises à proximité géographique

Désignation	Nombre de réponses	%
De concurrence	10	71.43%
De coopération	4	28.57%
Total	14	100%

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Tableau12 : Nature de la relation entre les entreprises enquêtées

Désignation	Nombre de questions	%
Formelle	12	85.72%
Informelle	2	14.28%
Total	14	100%

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

1- Interface entreprises agro-alimentaires/collectivités locales

Afin de cerner la notion de développement local, il est de notre intérêt de faire le point de relation entre l'entité décentralisée, c'est-à-dire « la collectivité locale », une entité qui est à la base de toute action territoriale, en matière de facilitation d'installation pour les nouvelles entreprises agro-alimentaires, et les différents avantages qu'elles procurent, au sein de ces unités de production.

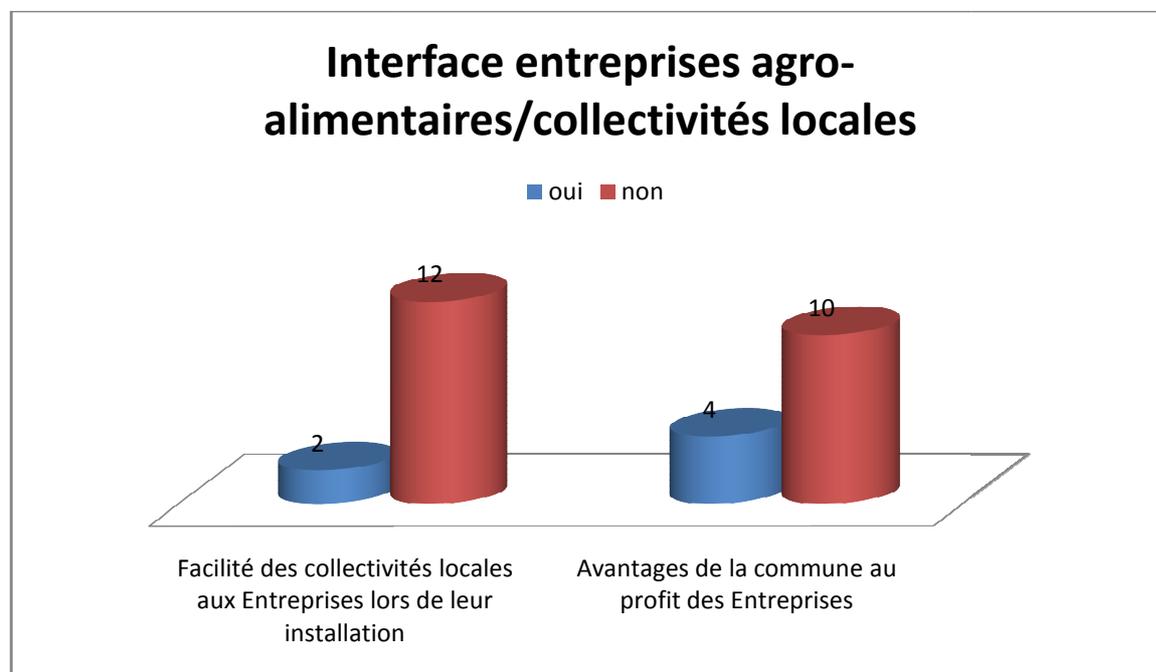
Cependant, notre analyse se portera sur les facilités que la collectivité locale a porté pour ces entreprises lors de leur installation, et les différents avantages qu'elle pourra leur assurer.

Tableau N°13 : Interface entreprises agro-alimentaires /collectivités locales

Possibilités de réponses	Facilite des collectivités locales aux entreprises lors de leur installation	Avantages de la commune au profit des entreprises
Oui	2	4
Non	12	10
Total	14	14

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N°9 : Interface entreprises agro-alimentaires /collectivités locales



Source : Etabli à partir les données de l'enquête.

90.9% des entreprises enquêtées prétendent qu'il n'y a pas de facilité, lors de leur installation et qu'ils ont eu des difficultés à s'installer. 0.1% de ces entreprises avouent que la collectivité a facilité leur installation au niveau local. Ces facilités, résident dans la rapidité des formalités administratives et l'attribution de quelques terrains appartenant à l'administration locale.

71.43% des entreprises enquêtées ont affirmé n'avoir perçu aucun avantage venant des collectivités locales. Ceci est dû selon les enquêtés à la non perception de l'importance de leurs activités. Seulement 28.57% des entreprises ont bénéficié des avantages publics.

4- Dynamique industrielle et développement local

4-1- Création d'emploi et réduction du chômage

Les entreprises sont le principal moteur de création d'emploi par leurs investissements, Elles participent à une amélioration considérable des conditions de vie et de travail des populations locales. Cependant, dans nos résultats relatifs à notre enquête au niveau de la

zone industrielle TAHARACHT on trouve que 53.84% des entrepreneurs enquêtés contribuent positivement à la Création d'emploi (réduction du taux de chômage).

4-2- Participation à la création des infrastructures de base

La disponibilité des infrastructures de base performantes constitue un des préalables indispensables à la réussite de toutes actions visant à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la réduction de la pauvreté ainsi que le développement économique et social. Ces infrastructures de base comprennent essentiellement, les transports, l'habitat et la communication.

De ce fait, 30.76% des entreprises enquêtées de la zone TAHARACHT, participent à la création des infrastructures de base.

4-3- Renouvellement du tissu économique et du marché

Le tissu économique regroupe toutes les entreprises d'une économie et constitue l'ensemble des relations entre elles, qu'elles soient des relations de concurrence ou de complémentarité. Suite au nombre important d'entreprises créés, le tissu productif attire de nombreux emplois et établissements.

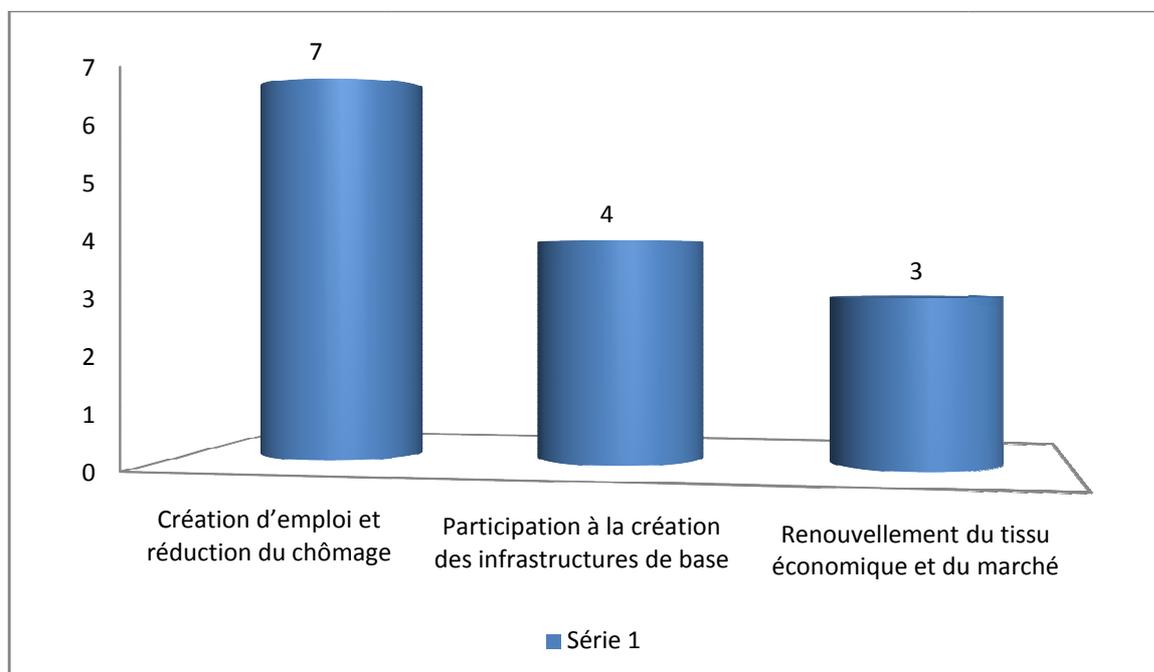
Les résultats de notre enquête montrent que 23.07 % des entreprises enquêtées contribuent au renouvellement du tissu économique et du marché, cela par la diversification des produits ainsi que ces créations d'entreprises, au nombre considérable évoluant de plus en plus et attirant les employeurs à venir travailler dans cette zone.

Tableau N° 14 : Apports des entreprises agro-alimentaires au développement local

Désignation	Nombre de réponses	%
Création d'emploi et réduction du chômage	7	53.84
Participation dans la création des infrastructures de Base	4	30.76
Renouvellement du tissu économique et du marché	3	23.07

Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

Figure N° 10 : Apports des entreprises agro-alimentaires au développement local



Source : Etabli à partir des données de l'enquête.

5-Objectifs, principales difficultés et risques

L'objectif principal est d'assurer la pérennité (durabilité) de l'entreprise pour la totalité des entreprises enquêtées.

Les entreprises enquêtées ont répondu que l'accès est difficile aux crédits bancaires et la fiscalité est défavorable.

Tableau N°15 : Les risques qu’appréhendent les entreprises enquêtées à l’avenir (multiples réponses est possible)

Désignation	Nombre de réponses	%
Concurrence	6	25 %
Manque de main d’œuvre qualifiée	4	16.67 %
Marché noir	14	58.33 %
Autre précisez	0	00%
Total	24	100 %

Source : Etabli à partir des données de l’enquête.

Nous remarquons que les risques qu’appréhendent en premier les Entreprises à l’avenir c’est le marché noir avec un taux de (58.33%) suivi de la concurrence avec (25%) et le manque de main d’œuvre avec un taux de (16.67%).

Conclusion

Dans ce dernier chapitre, nous avons présenté la wilaya de Bejaia et la commune d’Akbou. La deuxième section concerne le cas pratique de la zone TAHARACHT. Nous avons effectué une enquête auprès de quelques entreprises agro-alimentaires. Durant cette enquête nous avons essayé d’analyser le rôle de la dynamique industrielle de la zone TAHARACHT dans le développement local.

Nous avons constaté après analyse des résultats des questionnaires déposés, que les entreprises contribuent généralement à la création d’emplois et à la satisfaction des besoins des clients.

Conclusion générale

Le développement local est un concept bien connu à travers le monde de la science économique, qui implique l'amélioration du niveau du cadre de vie d'une communauté donnée par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs d'activité.

L'industrie agroalimentaire, garante de la stabilité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments est en Algérie en amélioration depuis des décennies, grâce aux différentes actions des gouvernements, visant à mettre à niveau les entreprises par le biais de privatisations, modernisation des équipements, formation et amélioration du savoir-faire des entreprises, notamment grâce au partenariat étranger ainsi que l'application du plan national de développement agricole et rural, la création de clusters et la création d'un centre technique pour les IAA (CTIA) mais bien des lacunes restent à combler afin d'essayer de mettre nos entreprises à un niveau international est pouvoir être concurrentiels pour exporter.

Notre cas pratique, nous fait ressortir que la zone industrielle de Taharacht, contribue au développement local grâce à la création d'emplois, la diminution du taux de chômage, la satisfaction des besoins des clients et l'amélioration du niveau de vie.

Nous pouvons suggérer quelques propositions et solutions pour favoriser le développement local :

- Accorder des avantages administratifs et faciliter leurs tâches en accordant des moyens
- Minimiser ou exonérer les taxes.
- Faciliter la création et l'implantation des entreprises.
- Faciliter l'accès au foncier.
- Développer les infrastructures de base.
- Investir dans la formation des jeunes, selon les besoins économiques du pays.

Bénéficier des grands projets et d'un assainissement pour affronter le marché

Bibliographie

I. Ouvrages généraux

AYDALOT Philippe : « économie régionale et urbaine » : édition : economica : paris .1985.

AYDALOT (Philippe) : Crise et espace. Economica, Paris ,1984.

Armelle Caron et André Torre, Développement durable et territoires : Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité, 2012.

Bailly A, Debarbieux B- Géographie et représentation spatiale- Edition Masson, paris 1995.

BELATTAF Matouk (1995) - Localisation industrielle et aménagement du territoire : aspects théoriques et pratiques- Algérie.

BOURDIN A, La question locale, Coll. La politique éclatée, PUF, Paris, 2000.

BOSCHMA RON A –Proximity and innovation: A critical assessment, regional studies, vol 39.1, 2005.

COLLETIS G et RYCHEN F – Entreprises et territoire : proximités et développement local,- In Economie de proximité, Bernard PECQUEUR et Jean Benoit ZIMMERMANN, Lavoisier, Paris.

COURLET Claude - Territoires et régions : les grands oubliés du développement économique- Edition le Harmattan, Paris, 2001.

COURLET Claude et (al) Réseaux d'entreprises et territoire : regards sur les systèmes productifs locaux- La documentation Française, Paris, 2004.

Dericke Pierre Henri- espace et dynamiques territoriales- Economica, Paris, 1992.

DUPUY C et BURMEISTER A – Entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité- La Documentation Française, Paris, 2003.

GILLY Jean-Pierre, Yannick LUNG Proximités, secteurs et territoires, Cahiers du GRES, Cahier n° 2005 – 09, Mai 2005.

HATEM Fabrice - investissement international et politique d'attractivité- Economica, Paris, 2004.

Huriot Jean Marie, La ville ou la proximité organisée, Edition Anthropos, Paris, 2001.

Joyal André, PME et développement territorial, Paris, 2000.

Bibliographie

MAILLAT (D) et PERRIN (J.C) : Entreprises innovatrices et développement territoriale. Neuchâtel, EDES, 1992.

MATTEACCIOLI André - Philippe Aydalot pionnier de l'économie territoriale-L 'harmattan, Paris, 2006.

PECQUEUR B. (1989), « le développement local mode ou model », Ed Syros, Paris.

PECQUEUR Bernard et ZIMERMANN Jean-Benoît (2004) - Economie de proximités- Hermes science, Paris, 2004.

Rallet. A - L'économie de proximité, études et recherche sur les systèmes agraires et le développement-numéro33, le local à l'épreuve de l'économie spatiale, 2002.

Rallet Alain et André Torre, Proximité et localisation, 2004.

Rahmani(C), Les finances des communes algériennes, Casbah 2002.

Rist. Gilbert « le développement : histoire d'une croyance occidentale » édition : presses de la fondation nationale des sciences politiques. Paris. 1996.

SMATIAbdelbaki, Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement, Recherches économiques et managériale – N° 5, Juin 2008 .

Torre. A– économie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires – In revue d'économie régionale et Urbaine, numéro 4, 2000.

ZIMERMANN Jean-Benoît, Entreprises et territoire : entre nomadisme et ancrage territorial, In revue de l'institut de recherche économiques et sociales IRES, n 47, 1 ER trimestre 2005.

Bibliographie

II - Articles et communications

Abdelbaki Smati centre universitaire souk Ahras document N°5 date juin 2008 titre nature du développement local et le rôle des collectivités locale dans son financement page 89 et 90.

Agroligne N° 97-Novembre/Décembre 2015

AIT ZIANE Kamel et AIT ZIANE Houria, Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie, In colloque International sur « Création d'entreprises et territoires », Tamanrasset, 2006.

Définition donnée par le DATAR Cite par J.L GUIGOU dans sa communication leurs d'un colloque dePoitiers en 1982.

DIONNE (Hugues) : « Développement autonome du territoire local et planification décentralisée ». Cité par GADOURY (Gaston) Mémoire réalisé dans le cadre du Programme de maîtrise en développement régionale de L'Université du Québec. Québec juin 2010.

Garnier .J- Proximité lourdes, proximité légères : une trajectoire de l'appareil productif dans l'aire proximité métropolitaine marseillaise- in quatrième journées de la proximité, l'IDEP, le LEST, le GREQAM, et le groupe « Dynamiques de proximité », Marseille, 17-18 juin 20t recherche04

LORTHIOIS J. (1996), op site, dans BELATAF.M et IDIR .A. (2006), « le développement local : quelques éléments théorique et pratique » communication au colloque international : « Articulation Espace-local- Espace mondial », Bejaia 21 et 22 juin, Université de Bejaia, Laboratoire Recherche et développement.

SAHLI Zoubir « produit de terroir et développement local on Algérie, cas des zones rurales de montages et dePiémonts .Université de Blida, Algérie. Options méditerranéennes, n°89.2009.

WORMSJP « la démocratisation de la territorialisation de la fonction entrepreneuriales », in revueCorrespondance multiple, N°276. Mars 1987.

PREVOST(Paul) : Développement économique local et stratégie entrepreneuriale ; L'Entrepreneurship et le développement local. 11e Colloque, Saint-Hyacinthe, 1994.

PREVOST Paul, « le développement local : contexte et définition », Cahiers de recherche IREC01-03,Institut de recherche et d'Enseignement pour les Coopératives de l'Université de Sherbrooke IRECUS°,1990.

Bibliographie

SAMSON Ivan, Territoire et système économique, Communication aux 4èmes journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.

III. Documents statistiques et site d'internet

DPSB (Direction de Programmation de Suivi Budgétaire) de la wilaya de Bejaia, « Annuaire statistique 2013 ».

Données de la CNAS.

<http://www.iram-fr.org>

www.ladocfrancaise.gouv.fr

www.toupie.org/dictionnaire/collectivitelocal

www.globenet.org

<http://www.liberte-algerie.com/actuelite/danone-va-istaller-de-nouvelles-capacites-de-production-225610>
www.Ccidohra.com

http://www.reflexiondz.net/La-filiere-agroalimentaire-en-Algerie_a21396.html

www.jazagro.com

Liste des tableaux

1- Tableau 1.2 : Le croisement des deux proximités.....	28
2- Tableau N° 1 : Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone Taharacht.....	42
3- Tableau N°2 : Evolution de l'emploi dans la zone de Taharacht.....	43
4- Tableau N°3 : Présentation de l'échantillon global	45
5- Tableau N°4 : Répartition des entreprises selon la période de création.....	47
6- Tableau N°5 : Répartition des entreprises selon la forme juridique	47
7- Tableau N°6 : Financement de la création d'entreprises enquêtées (multiples réponses possible).....	49
8- Tableau N°7 : Origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées (multiples réponses possible).....	50
9- Tableaux N°8 : Principaux marchés des entreprises enquêtées (multiples réponses possible).....	52
10- Tableau N°9 : Nature de création des entreprises enquêtées.....	53
11- Tableau N°10 : Les facteurs de la localisation (multiples réponses possible).....	54
12- Tableau N° 11 : Le rapport avec les entreprises à proximité géographique	55
13- Tableau N° 12 : Nature de la relation entre les entreprises enquêtées.....	56
14- Tableau N°13 : Interface entreprises agro-alimentaires /collectivités locales.....	56
15- Tableau N° 14 : Apports des entreprises agro-alimentaires au développement local.....	58
16- Tableau N°15 : Les risques qu'appréhendent les entreprises enquêtées à l'avenir (multiples réponses est possible).....	60

Liste des figures

Liste des tableaux

1- Figure 1.1 : Le développement local selon la perception de B.PECQUEUR.....	8
2- Figure 1.2 : Les formes canoniques de la proximité.....	24
3- Figure N°1 : Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone TAHARACHT.....	43
4- Figure N°2 : Evolution de l'emploi dans la zone de TAHARACHT.....	44
5- Figure N°3 : Taille de l'échantillon de l'enquête.....	46
6- Figure N°4 : Répartition des entreprises selon la forme juridique.....	48
7- Figure N° 5 : Structure de financement initial de votre entreprise.....	49
8- Figure N°6 : Origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées.....	51
9- Figure N° 7 : Principaux marchés des entreprises enquêtées.....	52
10- Figure N°8 : Nature de création des entreprises enquêtées.....	53
11- Figure N°9 : Interface entreprises agro-alimentaires /collectivités locales.....	57
12- Figure N° 10 : Apports des entreprises agro-alimentaires au développement local.....	59

Annexe

Dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de master en science de gestion, université de bejaia, a la faculté des science économiques, science commerciales et science de gestion, université de bejaia sur la problématique de la dynamique du milieu agroalimentaire sur le développement local, nous vous prions de bien vouloir consacrer un peu de temps pour répondre à ce questionnaire.

Mettez une croix dans la case appropriée ou remplissez les espaces ci-joints.

Nous remercions infiniment pour votre aimable collaboration

Enquête sur la problématique de la dynamique du milieu agroalimentaire sur le développement local :

A. Identification de l'entreprise

1- Nom et raison sociale

.....

2- Adresse de localisation de votre entreprise

.....

3- Date de création de votre entreprise

.....

4- Statut juridique de votre entreprise

.....

5- Filière d'activité

.....

6- Avez-vous réalisé une étude sur le marché ?

- Oui Non

7- Le terrain sur lequel vous avez construit votre entreprise est-il ?

- Une entreprise privée
- Une zone d'activité
- Une zone industrielle

Annexe

- Concession

7-a- Si c'est une concession combien de temps vous a pris pour l'avoir,.....

8- Pendant le processus de création de votre entreprise quelle est l'étape la plus difficile ?

- L'initiation
- La préparation pour la réalisation projet
- Le démarrage du projet
- La consolidation du projet
- Le dossier a fournir
- Le crédit bancaire
- L'accès aux fournisseurs
- Autre, (a précise)

9- Quels sont les principales marches de votre entreprise ?

- Le marche locale
- Le marche régionale
- Le marche nationale
- Le marche internationale

10- L'approvisionnement de vos matières premières est d'origine

- Local
- National
- Etranger

11- L'effectif de votre entreprise (nombre de salaries declares)

- A la création
- Actuellement

12- Veuillez remplir le tableau ci-dessous :

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015

Annexe

Nombre de salaries declares						
--------------------------------	--	--	--	--	--	--

13- Quelle est la nature de création de votre entreprise ?

- Nouvelle création
- Extension d'une ancienne activité
- Reprise d'une entreprise familiale

14- quel est le chiffre d'affaire actuel ?

- 100000DA – 500000DA
- 500000DA – 1000000DA
- 1000000DA – 2000000DA
- PLUS DE 2000000DA

15- Quelle est la structure de financement initial de votre entreprise (reponses multiples) ?

- Epargnes personnelles (autofinancement)
- Emprunts bancaires
- Capitaux familiaux
- Emprunts chez les amis
- Dispositifs publics (CNAC, ANSEJ, ANGEM.....)

16- Avez-vous bénéficié d'une aide dans le cadre de dispositifs publics lors de la creation de votre entreprise ?

- a) OUI b) NON

16-a- Si la réponse est **oui**, lequel :

- ANSEJ
- ANDI
- CNAC
- ANGEM
- Autre, précisez

A- Le rôle de la proximité géographique pour la dynamique industrielle agroalimentaire

17- Qu'est-ce qui vous a motivé à la création de votre entreprise ?

- Valoriser un savoir faire
- Entreprise familiale
- Sortir d'une situation de chômage
- Expériences antérieures
- Gagner plus d'argent
- Influence(e) par les autres
- Secteur durable
- Pas de concurrents
- Etre indépendant
- Amélioration du statut social
- Perception d'une opportunité de marché
- Autre, (a précise).....

18- Indiquez quel est le(s) facteur(s) qui est à l'origine de la localisation de votre entreprise dans cette région ?

- Proximité d'un nombre important d'entreprises du même secteur
- Proximité d'un nombre important d'entreprises dont le secteur est complémentaire
- Proximité d'un nombre important d'entreprises fournisseurs
- Proximité d'un nombre important d'entreprises clientes
- Proximité de la zone industrielle
- Absence de concurrence

19- avec les entreprises à proximité géographiquement avez-vous des rapports :

- De concurrence
- De coopération

20- l'entreprise sous-traite-t-elle une partie de son produit ?

- OUI NON

21- Pouvez-vous énumérer quelques avantages tirés de cette localisation en proximité avec d'autres entreprises ?

Annexe

1-

2-

3-

22- d'où proviennent vos facteurs de production ?

- De la même zone
- D'autres régions
- D'autres wilayas
- De l'étranger

23- Indiquez le type de réalisation de coopération que vous développez avec vos partenaires :

- Investissement commun
- Réseau de distribution
- Echange d'informations et d'expérience
- Autre,.....

24- Quelle est la nature de la relation avec vos partenaires

- 1- Formelle
- 2- informelle

25- Existe-il un réseau de confiance avec les autres entreprises ?

- oui
- non

25-a) si oui quels sont les avantages tirés de cette confiance

.....

25-b) si non pourquoi ?

.....

26- quelles sont les principales difficultés auxquelles vous êtes confrontés

- accès difficile au crédit
- fiscalité défavorable

27 - quels sont les risques que vous appréhendez dans l'avenir

Annexe

- concurrence
- manque de main d'œuvre qualifiée
- marche noire
- autre précisez

28- selon vous quels sont les facteurs que vous devrez maîtriser pour mieux développer votre entreprise (plusieurs, réponses possibles)

-
- innovation produit
- innovation organisation ou managériale
- recrutement
- couts
- relations fournisseurs
- fidélisation des salaires
- système d'information
- Relation clientes (distribution)
- Propriété clientes (distribution)
- propriété industrielle

29- les objectifs principaux de votre entreprise (par ordre 1 ,2,.....6

-
- Indépendance
- Souci patrimonial
- Croissance de l'entreprise
- Rentabilité
- Cession de l'entreprise
- Pérennité (durabilité) de l'entreprise

C - La dynamique industrielle et le développement local

30- Est ce que votre entreprise joue un rôle d'acteur dans le développement local

- Oui
- Non

30 a)- si oui, citez quelques actions

Annexe

- 1.....
- 2.....
- 3.....

31- avez-vous des relations avec les collectivité locale ?

- Oui
- Non

31 quelles type de rapport

.....

32) quelles sont vos suggestions pour favorises le développement dans la région

- 1
- 2.....
- 3.....
- 4.....
-

Table des matières

Table des matières

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Cadre théorique sur le développement local.....	04
Section 01 : Développement local cadre conceptuel.....	04
1- Développement local-cadre conceptuel	04
1-1 La notion du développement	04
1-2 Définition de la notion « local »	05
1-3- Définition de la notion « territoire»	06
2- Définition du développement local	06
2-1 La perception « technique ».....	07
2-2 La perception « politique ».....	07
3- L'origine du concept.....	09
Section 2 : Les théories traditionnelles du développement local	10
1- Les théories du développement local	10
1-1- Théorie du décollage ou des étapes de la croissance.....	11
1-2- Théorie de la dépendance.....	11
1-3- Théorie de la gouvernance.....	11
1-4- Théorie des pôles de croissance	11
1-5- Esprit d'entreprise et développement économique	12
1-6- Modèle de développement de Lewis	12
1-7- Théorie de la croissance équilibrée	12
1-8- Théorie de la recherche de la rente	12
1-9- Théorie des industries industrialisantes.....	13
2- Les approches du développement local	13
2-1- Le développement local dans son approche territoriale.....	13
2-2- Le développement local dans son approche entrepreneuriale	14
3- Les acteurs de développement local.....	15
3-1- Les acteurs institutionnels	15
3-2- La communauté	16

Table des matières

3-3- Les acteurs économiques	16
4- Les collectivités locales et ses ressources.....	16
4-1 -Définition des collectivités locales.....	16
4-2- Collectivités locales et financement du développement local.....	17
Chapitre II : Effet de la proximité géographique sur la dynamique industrielle : le cas de l'industrie agro-alimentaire en Algérie.....	20
Section 1 : Le rôle de la proximité géographique sur la dynamique industrielle et les externalités.....	21
1- Le cadre d'analyse de l'approche de la proximité.....	21
2- La présentation du concept de proximité.....	22
3- Typologie de la proximité.....	23
3-1 La proximité géographique.....	24
3-2 La proximité organisationnelle.....	24
3-3 La proximité institutionnelle.....	25
4-La nature et l'utilité de la proximité.....	26
5- Le rôle de la proximité géographique.....	27
6- Articulation et croisement des proximités.....	27
7- Les externalités marshalliennes.....	29
Section 2 : Aperçu sur l'industrie agro-alimentaire en Algérie : limites et stratégies.....	30
1- Définition de l'industrie agro-alimentaire (IAA).....	30
2- Historique et généralités	31
3- Structure de l'industrie agro-alimentaire (IAA).....	31
4- Technopoles agro-alimentaires en Algérie.....	32
4-1- Industrie de la viande.....	32

Table des matières

4-2- Industrie laitière	32
4-3- Fabrication de produits alimentaires élaborés	32
4-4- fabrication de produits à base des céréales	32
4-5- fabrication d'huiles de corps gras et de margarine.....	32
4-6- industrie sucrière.....	32
4-7- fabrication de produits alimentaires divers.....	32
4-8- Fabrication de boissons et alcools.....	33
5- Le marché des industries alimentaires en Algérie.....	33
6- Les stratégies et les limites de l'industrie agro-alimentaire en Algérie	34

Chapitre III : Impact de la dynamique industrielle agro-alimentaire sur le développement local (Zone industrielle Taharacht Akbou).....38

Section 1 : Présentation du cadre d'étude et d'enquête du terrain.....38

1- Présentation de la wilaya de Bejaia.....39

1-1- Situation géographique

1-2- Activité économique dans la wilaya de Bejaia

1-2-1- l'agriculture

1-2-2- l'industrie

1-2-3- Les activités tertiaires

2- Les infrastructures de basse de la wilaya

2-1- Réseau routier

2-2- Le port de Bejaia

2-3- Aéroport de Bejaia.....

3- Présentation de la commune d'Akbou.....41

Section II : Analyse des résultats de l'enquête de terrain.....42

1- Présentation de la zone industrielle TAHARACHT (AKBOU)42

Table des matières

2- Données globales sur toutes les entreprises de la zone TAHARACHT.....	42
2-1- Nombre d'entreprises et d'emplois créés dans la zone TAHARACHT.....	42
2-2- Evolution de l'emploi dans la zone	43
3- Démarche méthodologique d'enquête	44
3-1- Objet de l'enquête	44
3-2- Contenu du questionnaire.....	45
3-3- Présentation de l'échantillon global.....	45
Section 2 : résultat de l'enquête et analyse des données.....	46
1- Caractéristiques générales des entreprises enquêtées.....	46
1-1- Répartition des entreprises selon la période de création.....	47
1-2- Répartition des entreprises selon la forme juridique.....	47
1-3- Structure de financement initial de votre entreprise	48
1-4- Origine de l'approvisionnement des entreprises enquêtées.....	50
1-5- Principaux marchés des entreprises enquêtées.....	51
1-6- Nature de création des entreprises enquêtées.....	53
2- Rôle de la proximité géographique sur la dynamique agro-alimentaire.....	54
2-1- Facteurs de la localisation.....	54
2-2- Rapport avec les entreprises à proximité géographique	55
3- Interface entreprises agro-alimentaires/collectivités locales	56
4- Dynamique industrielle et le développement local	57
4-1- Création d'emplois et réduction du chômage.....	57

Table des matières

4-2- Participation à la création des infrastructures de base.....	58
4-3- Renouveaulement du tissu économique et du marché.....	58
5- Les objectifs et les principales difficultés et risques.....	59
Conclusion générale.....	60

Bibliographie

Annexe

Table des matières

Résumé

Résumé

L'industrie agro-alimentaire (IAA) est en développement surtout depuis les 1990, période de privatisation des sociétés nationales agro-alimentaires comme ERIAD. Les IAA occupent la deuxième place dans l'économie nationale. Le secteur est dominé par le privé à 95%. De ses performances dépend la sécurité alimentaire du pays.

La demande alimentaire est massive et la production agricole est faible d'où l'augmentation des importations. Afin de limiter cette dépendance, le gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs visant à améliorer les IAA, à savoir :

Le Plan National de Développement Agricole et Rural, l'installation de clusters et création d'un centre technique pour les IAA (CTIA).

Notre cas pratique a porté sur la zone industrielle de TAHARACHT. Celle-ci a permis un développement local par le biais de la création d'Entreprises agroalimentaires de plus en plus performantes, assurant une bonne partie des besoins nationaux notamment dans le domaine du lait et ses dérivés.

Mots clés Développement local, Industrie agro-alimentaire, Zone industrielle TAHARACHT, Akbou, Dynamique Industriel, Proximité